

• revue bimestrielle  
d'information  
et d'analyse

# politikā

décembre  
janvier  
2019

#11



Hery Rajaonarimampianina  
La chute du faucon



Brésil  
Virage à l'extrême droite



Présidentielle 2018

## Comme on se retrouve !

- Comment Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana se sont-ils hissés au second tour ?
- Analyse des résultats par région

# VOIR PLUS LOIN



## Nous réclamons une surtaxation à l'exportation

(ou l'interdiction complète) de toute exportation de matières premières malagasy non-travaillées.

Afin de créer des emplois et d'accélérer l'industrialisation, une exportation de ces matières premières ne doit être permise

qu'à partir de **25% de création de valeur ajoutée**



# VOIR PLUS LOIN



**Nous réclamons un consensus national** autour de la nécessité de l'industrialisation et que toutes les forces politiques de la nation affirment qu'il ne peut avoir de développement sans industrialisation. Cette priorité devrait être exposée dans la Politique Générale de l'Etat.

Pour la **mise en œuvre d'une véritable industrialisation**, nous réclamons un Ministère d'Etat en charge à la fois de l'industrie, du secteur privé, du commerce et de l'artisanat doté des moyens adéquats.



**ALLIANCE**  
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE



8



14



28

## sommaire

### polis

- 8 **Médias et élections.** Pressions sur la presse
- 10 **Crise électorale.** Une épée de Damoclès
- 14 **Hery Rajaonarimampianina.** La chute du faucon bleu
- 18 **DOSSIER. Présidentielle, premier tour.** Une île plus divisée que jamais
- 24 **Portrait.** Andry Rajoelina
- 26 **Portrait.** Marc Ravalomanana
- 28 **Jair Bolsonaro.** Virage à l'extrême droite au Brésil
- 30 **Le retour du parti.**

### focus

- 34 **Interview.** François Ekanga
- 36 **Gestion des marchés publics.** Le ministère de l'Éducation nationale, mauvais élève

### actuel

- 38 **Slacktivisme.** « J'aime, je partage et...je ne fous rien d'autre ? »
- 40 **Interview.** Joël Andrianomearisoa et Rina Ralay-Ranaivo
- 45 **nota bene.**



UNE ÎLE PLUS DIVISÉE  
QUE JAMAIS

18

## prélude

**N**ous avons eu le choix. Assurément, avec 36 candidats, nous ne pouvons pas dire le contraire. Mais nous avons choisi la continuité. Des sourcils se fronceront en lisant ces lignes. En optant pour un duel Marc Ravalomanana – Andry Rajoelina, par le truchement de MAP 2 vs IEM, au second tour, nous avons choisi d'emprunter le même chemin que nous avons déjà arpenté depuis 2002. Jugez-en : Marc Ravalomanana a été au pouvoir de 2002 à 2009, dans les conditions que nous savons. Andry Rajoelina lui a succédé au pied levé entre 2009 et 2013.

Vous me direz qu'il y a eu un intermède, celui de Hery Rajaonarimampianina. Il a été le ministre des Finances et du Budget de Andry Rajoelina durant la transition, il a emmené une partie de la clique durant son mandat. Pour celles et ceux qui veulent le changement, passez votre chemin. Donc, c'est parti pour un tour, pour au moins cinq, voire dix ans, nous aurons du Marc Ravalomanana ou du Andry Rajoelina.

Des forces disruptives étaient en lice lors du premier tour. Elles ont apporté une manière de voir

différente ainsi que des projets de société même s'ils n'étaient pas forcément clairs. Certains ont eu un fort goût utopique. Mais apparemment les logiques électoralistes ont la peau dure. Les moyens pharaoniques déployés par les trois candidats arrivés en tête ont fait le reste du travail. Ce ne sont pas les candidats qui sont à blâmer, surtout les deux finalistes qui reflètent l'aspiration des votants. Ce ne sont pas aussi les électeurs qui ont exprimé leur choix, mais c'est le système qui ôte tout débat de fond au profit du débat de fonds.

Ce déficit chronique se creuse d'année en année car les partis politiques peinent à se structurer. D'ailleurs, les formations politiques historiques ont subi une véritable bérézina lors du premier tour. Tim, Mapar, et dans une moindre mesure HVM, les ont donc enterrées, provisoirement, espérons-le. Le rapport de force se dessinera après les législatives, mais il est déjà entendu qu'à peine cinq ou six formations auront la puissance et les structures nécessaires pour pouvoir faire élire les nouveaux occupants de l'Assemblée nationale. A la ligne, des candidats sans étiquette arriveront à grappiller quelques strapontins, mais le rapport de force sera aux mains de ces partis... C'est parti pour un tour ! **P**

C'est parti  
pour un  
tour !



Andriamanambe RAOTO

# contributeurs

## Mbolatiana RAVELOARIMISA

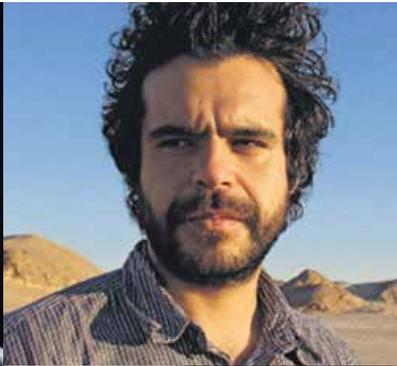
**Slacktivisme : « J'aime, je partage et... je ne fous rien d'autre ? »**

Mbolatiana Raveloarimisa est géographe urbaniste de formation. Elle a de nombreuses années d'expérience pratique, notamment dans les thématiques de l'urbanisme à Madagascar, et plus particulièrement celles qui touchent les grandes villes. Elle est une activiste surtout connue par son programme pour la protection des droits des enfants autistes dans la Grande île à travers l'association Autisme Madagascar.

## Paolo GERBAUDO

**Le retour du parti**

Paolo Gerbaudo est chargé de cours sur la culture et la société numériques au King's College de Londres. Il est l'auteur de *The Mask and the Flag: Populism, Citizenism, and Global Protest*. Il est un spécialiste du populisme et des réseaux sociaux. Il a aussi couvert divers mouvements sociaux, des scandales politiques ainsi que des dossiers environnementaux en tant que journaliste. Il a un PhD en média et communication.



## Ando BALIAKA

**Illustration pour Brésil, virage à l'extrême droite**

Passionnée par le dessin, dès sa plus tendre enfance, Ando Baliaka a commencé avec les ateliers dessins en primaire avant de se perfectionner peu à peu. En 2016, elle a un coup de cœur pour l'aquarelle. C'est à partir de cette rencontre heureuse qu'elle commence vraiment à s'investir pleinement dans le dessin.

## Raoto ANDRIATSIHOARANA

**Illustration pour Crise électorale : Une épée de Damoclès**

Raoto Andriatsihoarana est un bédéiste. Il a intégré l'association Tantsary en 2015 aux côtés d'autres bédéistes de talent comme le défunt Ramika. Il en est devenu président en 2016. Depuis, il travaille avec différentes Organisations de la société civile (OSC) sur diverses thématiques. Il a été primé lors d'un concours organisé sur le thème de la lutte contre la corruption.

## Le club des 16%



Les candidats « alternatifs » ont déçu. Aucun d'entre eux n'a pas pu atteindre la barre des 10%, même le président sortant a échoué. Mais, ensemble, 33 candidats, à part Hery Rajaonarimampianina, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, comptabilisent près de 16,19% des suffrages exprimés. Ny Rado Rafalimanana, Joseph Martin Randriamampionona et le pasteur Mailhol ont dépassé le seuil symbolique du 1%. D'autres habitués des joutes électorales, comme Roland Ratsiraka, ont échoué. La forte polarisation de l'échiquier politique, les moyens colossaux engagés par les trois « favoris » ainsi que le nombre très important de candidats a minimisé les chances des candidats de se hisser pour le second tour, ou, au moins de faire un bon score. Les anciens pensionnaires des gouvernements successifs n'ont pas réussi à capitaliser leurs multiples tournées durant ces années au sein de l'Exécutif.



## VERBATIM

“ S'agissant d'élection, il n'y a ni miracle, ni magie

Jean-Éric Rakotoarisoa  
président de la HCC

### FFIVO

#### Le logiciel employé par la Ceni

La vraie star de cette présidentielle c'est lui. Il cristallise toutes les critiques et fait l'objet d'attaques de toutes les parts. C'est le logiciel employé par la Ceni. Le collectif des candidats avait déjà mis en doute la fiabilité de l'instrument quelques jours avant le début de la campagne électorale. Une source auprès de la Ceni nous dévoile les pourtours de cet instrument tant honni. « *Le logiciel baptisé Fandrindrana ny fitantanana ny vokam-pifidianana ho filoham-pirena (FFIVO) a été développé par des techniciens malgaches* », nous confie-t-elle. Avant la période de campagne électorale, la Ceni a procédé à l'audit du logiciel. La Ceni confirme que « *des mesures ont été prises à l'issue de l'autoévaluation effectuée* ». Il n'est pas sûr que cela enlèverait le scepticisme des deux candidats.



#### La victoire de l'abstentionnisme

Le taux de participation au premier tour a chuté de dix points par rapport à la présidentielle de 2013. Pour le chercheur, Jean-Michel Wachsberger, coauteur de l'ouvrage *L'énigme et le paradoxe*, l'abstentionnisme est le vrai vainqueur du premier tour. « Un électeur sur deux ne s'est pas exprimé lors de ces élections. Ceux qui n'avaient pas plébiscité les deux candidats au premier tour ne s'étaient pas reportés pour les deux autres candidats ».

### Deuxième tour

#### Le calendrier électoral mis à jour

La Ceni a rafraîchi son calendrier électoral. Le collecte, l'acheminement ainsi que le traitement des résultats, des Bureaux de vote vers les Sections recensement matériel de vote (SRMV), se dérouleront du 20 au 24 décembre prochain. Le traitement ainsi que la publication progressive des résultats provisoires s'étaleront du 26 décembre au 31 décembre. Les premières tendances devront se dessiner durant cette période. La Ceni envisage de publier les résultats provisoires à la fin de l'année. Selon le chronogramme établi, la Haute cour constitutionnelle (HCC) devrait procéder à la proclamation des

résultats du deuxième tour le 19 janvier. Théoriquement, la Grande île devrait avoir un nouveau président dès le mois de janvier...

### IEM et MAP 2

#### Courant socio-libéral

Les deux camps ont eu l'occasion de présenter les axes essentiels de leur programme : l'Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM) et le MAP 2. Dans le cadre de la sortie officielle de la 14<sup>ème</sup> promotion du Youth leadership training program (YLTP), l'équipe de Marc Ravalomanana a ainsi mis en avant les stratégies pour le redécoupage économique, en insistant sur la décentralisation. Dans un second temps, le 5 décembre, l'équipe d'IEM a décortiqué ce programme couvrant tous les secteurs. Les deux camps revendiquent appartenir à une mouvance social-libérale.



### Le mots/les maux de la politique

« Personne n'est pas parfait, j'ai commis des erreurs. Et je m'excuse sincèrement si je vous ai blessés »

Hery Rajaonarimampianina

« Je vais bientôt reprendre ma place de président. N'ayez pas peur, croyez simplement »

Marc Ravalomanana

« Je suis prêt à sauver Madagascar. C'est le peuple malgache qui m'envoie et Jésus Christ »

Andry Rajoelina

### Le fait

La plateforme Alliance Voahary Gasy a rappelé que l'exploitation et les trafics de ressources naturelles avaient redoublé durant cette période électorale.

Médias et élections

# Pressions sur la presse



Iloniaina Alain

**L'argent et les positions politiques des propriétaires des médias ont pris le pas sur l'éthique et la déontologie. Politiquement ou financièrement engagés, la plupart des journalistes ont couvert le premier tour de la présidentielle en toute partialité.**

« Les médias privés ont fait preuve de partialité ». Le

constat est de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOE UE) qui a effectué un monitoring des médias du 8 octobre au 6 novembre. « *La couverture des médias privés s'est polarisée en fonction des affinités politiques avec les candidats* », indique le rapport de la Mission.

**LE DOCUMENT NOTE, PAR** exemple, que la chaîne IBC, appartenant au responsable de communication du candidat Hery Rajaonarimampianina, « a dédié 86% de son temps d'antenne au candidat n°12 ». Viva qui est propriété du candidat Andry Rajoelina « a consacré 94% de son temps au candidat n°13 ». Cette situation n'est pourtant pas nouvelle. Appartenant pour la plupart à des hommes politiques ou à des hommes d'affaires ayant des affinités avec la classe politique, les organes de presse ont tendance à toujours soutenir un candidat aux élections. Celle du 7 novembre 2018 ne constitue pas une exception. Mamelasoia Ramiarinarivo, directeur exécutif de l'Observatoire des médias et de la communication à Madagascar Ilontsera, note que « dans l'ensemble, les journalistes ont revêtu le rôle de communicateur. Certains ont adopté un comportement partisan qui témoigne de leur engagement politique. Les autres ont suivi les lignes éditoriales et politiques de leurs desks respectifs sans trop se soucier ni de l'éthique ni de la déontologie ».

**À CES COMPORTEMENTS** « partisans » des professionnels s'ajoute, regrette encore le directeur exécutif de Ilontsera, « un comportement ou une posture de prestataire, autrement dit, avec une contrepartie financière. » Au-delà de l'engagement des journalistes et des organes de presse, l'argent a aussi joué un rôle important durant la campagne électo-



## Une régulation limitée

Durant la campagne électorale, les chaînes publiques sont les seules à avoir respecté le principe d'égalité des candidats en matière de temps d'antenne et de temps de parole. Comme les médias privés ne sont pas obligés de s'en tenir à ces règles d'équité et d'égalité, le déséquilibre était flagrant. Les lois électorales ont initialement prévu que les médias privés soient soumis à ces principes d'égalité et d'équité, mais la Haute cour constitutionnelle (HCC) a fait « extirper » les dispositions en ce sens. Celle-ci a, entre autres, argué de la liberté d'entreprise et du but lucratif des médias privés pour autoriser ceux-ci à « *diffuser plus fréquemment les déclarations des partis ou candidats qu'ils soutiennent* ». C'est ainsi que seules la Télévision nationale malgache (TVM) et la Radio nationale malgache (RNM) ont été tenues de déposer le décompte



des temps d'antenne et de parole auprès de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). C'est cette dernière qui, en l'absence de l'Autorité nationale de régulation de la communication médiatisée (ANRCM), a assuré la régulation des médias durant la période électorale.

-----I.A.

rale. « *L'intérêt financier prime sur l'impartialité du traitement éditorial* », remarque également la Mission d'observation de l'Union Européenne. Le monitoring effectué par la MOE UE indique que « *la publicité payante représente un tiers de l'espace de couverture des médias privés* ». Cette publicité se présente, soit sous forme de spots en prime time, soit sous forme de publi-reportage incluse dans le corps des journaux télévisés ou présentée sous forme de contenu éditorial dans la presse écrite. En plus des « insertions publicitaires », certaines émissions spéciales, diffusées sous forme d'interview ou de *talk-show* ont pourtant également été payantes. « *Une émission d'une heure coûtait au minimum sept millions d'ariary* », soupire le responsable de communication d'un staff de candidat. Mais les candidats les plus riches pouvaient s'offrir des packs dont les prix allaient de 80 millions à 500 millions d'ariary. Par manque de moyens financiers, beaucoup de candidats n'ont donc pu avoir de visibilité dans les

médias. « *Les médias ont priorisé ceux qui pouvaient payer le plus* », déplore le responsable de la communication d'un des candidats. Certaines chaînes de télévision ont bien offert des plages gratuites de plus de 30 minutes aux candidats, mais « *ce sont des chaînes avec un audimat limité* », soulève notre interlocuteur. Les chaînes les plus cotées, elles, ont à peine donné « *quatre minutes gratuites pour deux candidats dans chaque journal télévisé* » ainsi que le note la MOE UE.

**LE COMPORTEMENT DES** médias et des journalistes a « *forcément biaisé les élections* », regrette le responsable de communication d'un autre candidat. « *Les électeurs n'entendent et ne voient que ceux qui sont présents dans les médias* », explique-t-il. Face à des informations biaisées et dominées par du contenu payant et publicitaire, le public ne peut que très rarement obtenir les éclairages nécessaires à sa prise de décision au moment du vote. Comme l'explique Lova Rabary dans le *policy paper* sur les pratiques électorales

publié en novembre, « *la couverture médiatique des élections par les médias malgaches est de moins en moins indépendante et est de plus en plus superficielle* ». Pire, « *les journalistes sont devenus des instruments de dissension et de tension* », dénonce le responsable de communication d'un candidat. Mamelasoia Ramiarinarivo va jusqu'à craindre « *un risque de chasse aux sorcières et un climat de vengeance entre les journalistes au service des patrons de presse candidats ou engagés avec un candidat* ». Dans un souci d'apaisement, le directeur exécutif d'Ilontsera recommande que « *les journalistes évitent de trop s'engager car si les politiciens ne font que passer au pouvoir, les journalistes le resteront toujours* », lance-t-il. Reconnaisant néanmoins les difficultés de cette tâche, il propose une action focalisée sur le public à travers « *une politique nationale d'éducation aux médias et à l'information* ». « *Les citoyens doivent être plus responsabilisés, mieux éclairés et accompagnés* », conclut-il. **P**

## Crise électorale



## «Une épée de Damoclès»



Raoto Andriamanambe



Raoto Andriatsihoarana

**Les conflits électoraux et la violence politique ont caractérisé les processus de démocratisation à Madagascar. La présidentielle de 2018 est un cocktail de tensions, de rivalité politique avec un peuple qui est à bout de souffle, comme arrière-plan.**

« **A**yez confiance. Nous ne serons jamais vaincus. Nous vaincrons. Nous avons déjà choisi de gagner. Ils vont perdre! » devant une assistance conquise, dans son QG de campagne, Andry Rajoelina est déterminé.

**PARTICULIÈREMENT** remonté contre les « manipulations » de voix dont il se dit être victime, le candidat numéro 13 est résolument offensif. Quelques jours plus tard, il acceptera pourtant le verdict prononcé par la HCC qui le propulse au second tour face à Marc Ravalomanana. Mais les paroles prononcées durant cet événement peuvent inquiéter. De son côté, son adversaire et ses partisans ne semblent pas aussi intégrer l'éventualité d'une défaite à l'issue du second tour. Un petit coup d'œil dans le rétroviseur suffit à alimenter cette appréhension d'une crise post-électorale, si « habituelle » pour la Grande île. Le 30 janvier 1972, Philibert Tsiranana est réélu pour la troisième fois avec 99,72% des suffrages exprimés. Cependant, quatre mois après son élection, il est jeté hors du pouvoir par le mouvement étudiant du 13 mai 1972. À peine deux ans après sa réélection, Didier Ratsiraka sera également chahuté par des mouvements populaires. Mais c'est la crise après le premier tour de 2001, qui a mis aux prises Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana, qui sera la plus grave. « La violence fut utilisée par les deux camps en ayant recours à l'armée, à des réservistes et des milices, entraînant une milicianisation et une factionnalisation des forces de sécurité », souligne Juvence Ramasy<sup>1</sup>.

**MÊME EN 2013, IL Y A EU DE** nombreux mois de tension avant que Jean Louis Robinson n'accepte finalement les résultats en faveur de Hery Rajaonarimampianina. Tous les ingrédients semblent réunis pour une nouvelle crise post-électorale en 2018. « Remettons les choses dans leur contexte : avant



**Renfermer la plaie  
ou accroître la fracture**

Les deux camps ont la Ceni dans leur viseur. Aussi bien Marc Ravalomanana que Andry Rajoelina sont méfiants vis-à-vis du logiciel que l'organe de gestion des élections utilise pour le traitement des résultats. Quelques jours après le premier tour, Thierry Rakotonarivo, son vice-président, s'est insurgé contre le lynchage médiatique de l'Organe. « Je peux vous dire qu'on commence à être fatigués. Nous demandons aux candidats de laisser la Ceni travailler tranquillement. On ne cache rien aux candidats », avait-il lâché. La Ceni inspire de fortes suspicions et en cas de vote serré – il est probable que le deuxième tour se joue dans un mouchoir de poche –, il y a un réel risque pour que les résultats soient contestés. Les deux politiciens nourrissent une grande rivalité. Ce duel au second tour pourrait, soit entériné une bonne fois pour toutes les animosités nées en 2007, lors de l'accession de Andry Rajoelina à la



tête d'Antananarivo ; soit il risque d'accroître la fracture déjà béante entre les deux camps. Aucun des deux protagonistes n'a signé la Charte de bonne conduite des candidats proposée par Comité du fampihavanana malagasy (CFM), le 3 octobre dernier. La peur des résultats est l'un des moteurs puissants qui risque de motiver des contestations électorales. « Si chacun pense à l'intérêt de la nation et des citoyens, nous ne devrions pas aboutir à une nouvelle crise. » C'est ce que Erico Randriarimalala appelle de ses vœux.

-----R.A.

*les élections une vive tension a eu lieu entre les partis opposants et les partis au pouvoir (Tim, Mapar vs HVM) sur l'adoption de la loi organique sur le régime général de l'élection et du référendum à Madagascar, expose Erico Randriarimalala, responsable volet jeunes au sein de Rohy. Pour la première fois, le pays a connu une crise préélectorale qui aboutit à la mise en place d'un gouvernement de consensus. Ensuite, un collectif de candidats a essayé de boycotter l'élection à une semaine du scrutin.* Malgré ce contexte tendu, le jour du scrutin s'est bien déroulé. D'ailleurs, Cristian Preda, le chef observateur de la mission d'observation électorale de l'Union européenne, a expliqué que « dans un contexte fragile, le peuple malgache a voté dans le calme pour consolider la démocratie. » Il n'y a eu ni débordements, ni violences.

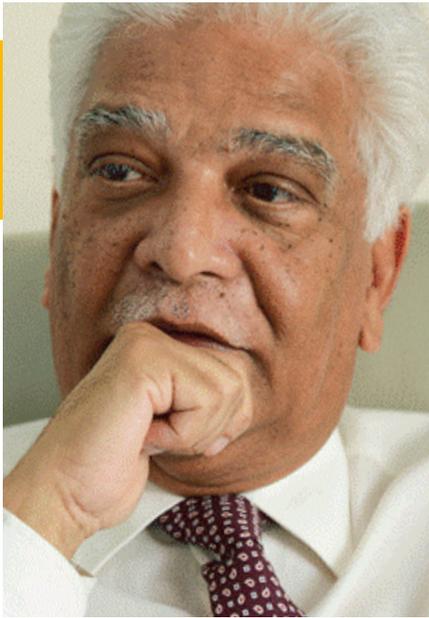
**TOUTLEMONDES'ACCORDE** à dire qu'une nouvelle crise remet-

tra les compteurs à zéro. Même si les partenaires techniques et financiers louent la « capacité de résilience » de la Grande île, les crises sont des phénomènes réguliers qui annihilent le semblant de développement occasionné par les périodes d'« accalmie ». « Pour que l'économie se relance, Madagascar a besoin d'une stabilité politique. Une élection devrait être une source de paix et de développement et non une source de crise et de la pauvreté », exhorte Erico Randriarimalala. Les violences électorales sont loin d'être une exclusivité malgache. Les scrutins sur le Continent noir sont souvent contestés et débouchent sur des vagues de violence. Pour l'analyste Hicham El Moussaoui, une telle situation débouche du fait « qu'il n'y a pas d'État qui cherche l'intérêt général, mais seulement des hommes d'État (politiques et bureaucrates) qui se préoccupent en premier lieu de leur propre intérêt (recherche du pouvoir). [Ainsi] le proces-

*sus des élections, est considéré comme un marché : les offreurs sont les hommes politiques et les demandeurs sont les électeurs. »*<sup>2</sup> Les montants faramineux investis de part et d'autre pour acquérir ce marché induisent, automatiquement, un retour sur investissement. Cette période sera donc charnière. La Ceni sera, une fois de plus, marquée à la culotte. Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ont déjà émis leur réserve sur sa gestion des résultats électoraux. Même si les résultats publiés par la HCC n'ont pas eu de grands décalages entre ceux de la Ceni. Et il est fort à parier que la cour présidée par Jean-Éric Rakotoarisoa est prête à sortir de son chapeau un artifice si d'aventure l'un ou l'autre, ou même, les deux camps tendent à contester les résultats... **P**

<sup>1</sup> Violences électorales à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits -

<sup>2</sup> [http://www.librefrique.org/El\\_Moussaoui\\_elections\\_Afrique\\_090909](http://www.librefrique.org/El_Moussaoui_elections_Afrique_090909)



“ *Madagascar ne se redressera pas d'une nouvelle crise* ”

**Ancien secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac garde intact son intérêt pour la politique à Madagascar. Lors de son passage au pays au mois d'octobre dernier, il a livré sa lecture de la situation à Madagascar.**

#### COMMENT AVEZ-VOUS TROUVÉ LES PRÉPARATIONS DES ÉLECTIONS À MADAGASCAR ?

Je pense que les gouvernements qui se sont succédé se sont mis à pied d'œuvre afin de garantir une élection non contestée à Madagascar. Bien sûr, nous avons entendu les récriminations sur les imperfections de la liste électorale par exemple. Mais je crois que ces anomalies ne doivent pas entamer la volonté des citoyens à aller aux urnes.

#### TROUVEZ-VOUS NORMAL QUE LES RISQUES DE CRISE SONT TOUJOURS AUSSI IMPORTANTS LORS DES ÉLECTIONS À MADAGASCAR ET CETTE MÉFIANCE GÉNÉRALISÉE ENVERS LE PROCESSUS ÉLECTORAL ?

Je trouve que ces inquiétudes sont normales dans un pays où la démocratie est encore « faible ». Il faudrait faire en sorte de consolider l'indépendance et l'intégrité des structures qui constituent les piliers

de la démocratie. Il faut le dire, Madagascar n'est plus en crise. Il appartient aux Malgaches de réussir à sécuriser et à assurer la transparence des élections. C'est la seule manière d'en finir avec ces menaces de déstabilisation. Si les lois ne sont pas respectées, il est certain qu'il y aura de nouvelles crises. Et le pays ne s'en redressera pas de sitôt.

#### SOMMES-NOUS ENCORE LOIN DE CE MODÈLE IDÉAL DE DÉMOCRATIE ?

Le nombre de candidats aux élections de cette année démontre un processus libre et démocratique. Je peux affirmer cela car, à mon avis, on ne se présente pas si l'on sait d'avance que les dés sont pipés. Quoi qu'il en soit, je pense que la démocratie est encore fragile. Des éléments pour contester les résultats finaux sont bien.

#### MIS À PART CE NOMBRE IMPORTANT DE CANDIDATS, QUELS SONT, SELON VOUS, LA SPÉCIFICITÉ DES

#### ÉLECTIONS DE CETTE ANNÉE ?

Je pense que Madagascar n'a jamais connu une élection qui oppose autant de personnalités qui ont déjà été au pouvoir. C'est une sorte de défi lancé par les uns aux autres. Mais ce jeu fait également montre d'une certaine animosité de chaque partie. Tout dépendra de la manière dont les citoyens vont voter. Des résultats serrés mettront en exergue une société très divisée.

#### QUEL DEVRAIT ÊTRE LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS CE PROCESSUS ?

On parle maintenant d'un déficit des organisations de la société civile. Elles arrivent difficilement à se positionner en tant que balise. On pourrait également craindre un manque de confiance de la population envers elles. Maintenant, on peut attendre d'elles une sensibilisation envers les chefs de partis afin qu'ils ne poussent pas leurs partisans à descendre dans la rue.

----- Hilda Hasinjo

# VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l' Autorité Nationale des Mesures Commerciales Correctives (ANMCC) ait un pouvoir de sanction afin de mieux

## **lutter contre les importations sauvages et illégales**

qui inondent le marché malagasy

Nous réclamons de manière urgente le bilan et la poursuite de l'assainissement des zones et entreprises franches dans un cadre entièrement transparent, afin de

## **réduire la concurrence déloyale**

découlant de l'abus du statut de ZEF par certaines entreprises.



**ALLIANCE**  
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE



**DES BLEUS À L'ÂME.** Les électeurs n'ont pas hésité à sanctionner sévèrement le président sortant.

© Photo fournie

## Hery Rajaonarimampianina

# La chute du faucon bleu

## Un échec retentissant. Les électeurs ont sanctionné sévèrement le candidat et président sortant lors du premier tour de l'élection présidentielle du 7 novembre 2018. L'autopsie d'un échec programmé.



Iloniaina Alain et Raoto Andriamanambe

Les rares membres de l'état-major restés fidèles au « Voromahery » ont la gueule de bois. Leur héraut s'est brûlé les ailes. « *Nous sentons une ambiance de fin de règne* », confie l'un d'entre eux. Hery Rajaonarimampianina a été battu – voire humilié – à plate couture par Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, celui qui l'a présenté à la présidentielle de 2013. Sèchement écarté du premier tour, l'ancien président termine donc troisième avec 8,82% des suffrages. Une position attendue après une campagne calamiteuse.

### DÉJÀ, BIEN AVANT LE PREMIER

tour, les fidèles laudateurs de Hery Rajaonarimampianina avaient senti le vent tourner. Un à un, les ténors du régime avaient délaissé le bateau HVM pour accoster vers des rivages plus propices et plus cléments, quitte à retourner royalement leur veste. Harijaona Randriarimalala, député indépendant, l'un des défenseurs les plus zélés de Hery Rajaonarimampianina, est l'un des symboles les plus marquants de cette défection en cascade. Le pilote de bolide a changé de braquet pour rouler du côté de Andry Rajoelina. D'ailleurs, dans sa circonscription de l'Antananarivo-Atsimondrano, les Orange ont fait un bon score (39,57%), même s'ils ont été battus par Marc Ravalomanana. Bien entendu, il est difficile d'y voir une relation de cause à effet. Même l'éminence grise Mbola Rajaonah, a tourné le dos à Andry Rajoelina pour soutenir Marc Ravalomanana. Certains se sont faits très

discrets et n'ont pas apporté leur soutien au président sortant de manière frontale. Pourtant, les proches étaient encore confiants à l'orée de l'élection. Le statut de président sortant confère toujours un léger avantage même si, conformément aux dispositions de la Constitution, il a dû remettre son tablier pour pouvoir se lancer dans la course. Un geste unanimement salué partout en Afrique, mais qui, au final, l'a grandement handicapé. « *Il avait détenu les leviers du pouvoir. Cependant, il a fait un score très faible* », note un sociologue. Même si Hery Rajaonarimampianina a eu cinq ans pour préparer le terrain, les événements de 2018 ont fini par le déstabiliser. Le Faucon s'est lancé dans une campagne compliquée, minée par l'incertitude, les polémiques et les divisions. Parfois, il a été conspué par la foule venue assister aux meetings. Le choix d'un pont de médias, Onitiana Realy, à la direction de sa campagne n'a pas apporté l'électrochoc annoncé. La défaite est claire et nette.

**LE MARATHON DES DERNIERS MOIS**, ponctué par une série d'inaugurations de réalisations n'a pas suffi à inverser la tendance de l'opinion contre le régime Rajaonarimampianina. Le président sortant n'a récolté que 8,82% des voix. Jamais dans l'histoire électorale malgache un président sortant et candidat à sa propre succession n'a obtenu un score aussi faible dès le premier tour d'une présidentielle. Les voyants étaient déjà au rouge. Selon les indiscretions, les sondages

que l'équipe des « Bleus » avaient commandités par deux fois l'annonçaient largement perdant. Pis, le sondage que *Politika* a réalisé ne lui promettait guère l'embellie. L'empressement coupable des barons du HVM à ne pas vouloir la publication du sondage a trahi une fébrilité certaine. Malgré les efforts de communication autour du programme, Fisandratana 2030, basé sur la continuité, les votants n'ont pas adhéré à sa cause pour le porter, au moins, au second tour. Finalement, les observateurs de la vie publique n'ont perçu ce programme que comme un simple leurre pour couper l'herbe sous le pied de Andry Rajoelina à travers son Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM). L'ancien président paye surtout un manque criant de popularité agrémenté de scandales en tout genre et d'entourages gênants. Hery Rajaonarimampianina sort essoré de ce quinquennat.

### DES INCOHÉRENCES ENTRE LA PROMESSE

et la réalité ne jouent pas en faveur de l'administration Rajaonarimampianina. Le président sortant avait promis le « retour à l'autorité de l'État de droit » qui « *mettra un terme définitif au cycle de crises et favorisera notre croissance économique* », dans son discours d'investiture en janvier 2014. Force est pourtant de constater que ces scandales, fondés ou pas, sur des personnalités associées au régime, l'insécurité, les contestations sociales, rythment les quatre années et demie du mandat présidentiel. Les vindictes populaires et les attaques contre des casernes des

forces de l'ordre se multiplient également. La lutte contre la corruption érigée en cheval de bataille n'avait pas été suivie d'actes forts. L'arsenal juridique prévu pour mener le combat n'est pas adopté dans son ensemble. Les nombreuses infrastructures « structurantes » inaugurées ces derniers mois, ce mot-valise avait été répété à l'envi par les ministres HVM, n'ont pas pesé dans le moment du choix pour les électeurs. Hery Rajaonarimampianina n'a remporté « que » la Sava. Sur le plan électoral, Les réserves de voix ont été également minces. Présenté par Andry Rajoelina, le président sortant n'a pas eu le temps de mettre en place une base solide. Le HVM a montré également ses limites. Le parti n'en pas mené large quand les deux mastodontes que sont le Mapar et le Tim sont entrés dans la danse.

### MAIS POURQUOI UN TEL SCORE ?

Outre la « mauvaise organisation » et les « fraudes », dénoncées par le parti Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM), quelques élé-



**PRISE DE POSITION.**  
Le HVM a décidé de ne pas soutenir de candidat lors du deuxième tour. La question est de savoir si ce parti résistera à la chute de son créateur.

© Page Facebook HVM



## Le destin trouble de nos présidents

Nos anciens présidents ont eu plusieurs vies et plusieurs destins rythmés par les troubles politiques. Passés du statut de hyperprésidents, ils deviennent du jour au lendemain des parias, avec leur entourage. Après sa démission, Philibert Tsiranana, le Père de l'indépendance, restera sur les bords de la politique malgache, trop fatigué par la longue maladie qui l'a rongé. Dès lors, la destinée de Madagascar sera confiée à un militaire ambitieux: Didier Ratsiraka en 1975. Après dix-huit années de règne sans partage, l'Amiral rouge doit céder du terrain. La faute à un mouvement populaire initié par les Forces vives en 1991. Président seulement à titre honorifique entre 1991 et 1993, il se lancera néanmoins dans la course à la Magistrature suprême. La première élection à deux tours mettra aux prises Didier Ratsiraka et Zafy Albert en 1993. Elle verra la défaite de l'Amiral rouge. Il choisira l'exil en France avant de revenir triomphalement en 1996, après l'empêchement du président de la république, Zafy Albert. Ce dernier s'évertuera à se poser en

tant qu'opposant durant les années Ratsiraka. Didier Ratsiraka renouera avec sa destinée en 2002. Il s'exilera de nouveau en France, suite à un bras de fer entre lui et Marc Ravalomanana. Il ne reviendra au bercail qu'en novembre 2011, durant la Transition. La même mésaventure arrivera à Marc Ravalomanana en 2009. Le PDG de Tiko choisit l'Afrique du Sud, tandis que Andry Rajoelina pilote la transition jusqu'en 2013. Marc Ravalomanana ne revient au pays qu'en octobre 2014. Élu en 2013 et une fois au pouvoir, Hery Rajaonarimampianina a essayé de couper les liens avec son ancien patron. Andry Rajoelina se fera discret et s'établira surtout en France, où il préparera soigneusement son retour aux affaires. Diverses options se posent donc pour Hery Rajaonarimampianina, défait dès le premier tour. Soit, il tentera de jouer les rôles principaux en gagnant les législatives avec le HVM, ce qui ne s'annonce pas une mince affaire ; soit il restera en retrait de la vie politique en revenant à ses premiers amours : l'enseignement.

----- R.A.

ments pourraient être avancés pour comprendre cette déroute. « *Il ne s'est pas préparé comme il se doit pour prendre le pouvoir. Il ne s'est pas entouré d'une vraie équipe pour le soutenir* », résume un œil observateur de la vie politique à Madagascar. Le régime a battu de l'aile dès sa mise en place. La bataille que Hery Rajaonarimampianina a livrée pour se défaire de l'emprise de sa famille politique qu'est le Miaraka amin'i Prezidà Rajoelina (Mapar) au début de son mandat ne l'avait pas aidé pour sortir très vite le pays de la crise politique. Parallèlement, Hery Rajaonarimampianina, élu avec, à peu près, un quart des électeurs, n'avait pas d'ancrage politique fort pour redresser le pays. Propulsé à la tête de l'État à la suite de la révision d'une décision « irrévocable » de la Cour électorale spéciale (CES), le « *candidat de substitution* » n'avait même pas présenté de liste aux législatives. Du coup, il avait dû composer avec une Assemblée nationale à géométrie variable, constituée de parlementaires qu'il avait, à un moment donné, accusés d'être des corrompus alors que son Administration annonce la lutte contre la corruption comme l'une de ses priorités, tout au long de son mandat.

### TOUT CELA A FAIT QUE LE RÉGIME

est resté fragile et est toujours à portée de tir de ses adversaires politiques. Par deux fois, l'ancien chef de l'État a échappé de peu aux affres de la déchéance, sans parler d'une motion de censure contre son gouvernement, écartée in extremis en 2015. La manifestation de rue



© Mamy Ruel

Pr Rasolo André  
Professeur de sociologie politique

## “ Les grands partis de la première et deuxième république tombent en déclin

LA CHUTE DE HERY RAJAONARIMAMPINANINA A OCCASIONNÉ DE NOUVELLES DONNES. LE PROFESSEUR DE SOCIOLOGIE POLITIQUE EXPLIQUE À *POLITIKÀ* LES CHANGEMENTS QUE POURRAIT ENTRAÎNER L'ÉLECTION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT.

**Hery Rajaonarimampianina n'a pas pu franchir le premier tour. Quel changement pourrait apporter le nouveau président ?**

Le paysage politique change. Les grands partis de la première et deuxième république tombent en déclin. Leurs idéologies et leurs pratiques politiques déperissent. Nous entrons dans une nouvelle ère, celle du rajeunissement de la vie politique. Ce changement nécessite la réorganisation de tout le système politique allant d'un parti

dominant vers un multipartisme actuellement désordonné. Soulignons que les discours des candidats à la présidentielle tournaient autour des idées de changement : relance de l'économie, du social, de la gouvernance et de l'État de droit, ainsi qu'un meilleur fonctionnement des institutions de la République.

**Qu'est ce qui pourrait entraver la concrétisation de ces promesses ?**

À mon avis, le premier obstacle à la réalisation des programmes du nouveau président sera lié à un risque qu'il s'enlise dans une impasse qui consiste à régler les problèmes personnels avec l'opposition. La relance du développement reposera sur deux conditions. D'une part, la volonté réelle de toute une équipe – incluant le système administratif et économique avec les entrepreneurs – de mobiliser et de matérialiser ses

discours en termes de politiques de redressement du pays. D'autre part, la sagesse de la population malgache qui sera souhaitée et souhaitable. Elle devrait garder son sang-froid pour éviter les manipulations.

**Quels seraient les messages que vous formulerez pour le nouveau président ?**

J'invite le président à respecter ses opposants, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas voté pour lui. En effet, un État démocratique marche avec ses deux pieds. L'un, c'est celui du pouvoir, l'autre c'est l'opposition. Renforçons le vouloir vivre ensemble. La relance du développement tant espéré est conditionnée par la stabilité et la paix. Ensemble, allons de l'avant et rattrapons notre retard.



Van-Lee Behaja

d'avril 2018 avait également fait vaciller l'administration Rajaonarimampianina. L'ancien président met en avant le contexte difficile de sortie de crise et la « déstabilisation » pour expliquer le retard à l'allumage de son mandat. Mais la déstabilisation, le régime lui-même en porte la responsabilité, du moins en partie. La nomination d'un Premier ministre quatre mois après l'accession au pouvoir d'un nouveau Président tout comme les « démissions » de trois Premiers ministres en l'espace de quatre ans et demi, ne sont pas banales. Par ailleurs, le président de la République évoque un mode de prise de décision « conforme » à sa vision d'une « vision à long terme », pour contrecarrer ceux qui y voient une « valse-hésitation » dans ses choix. Parallèlement, ces

mouvements incessants au sein de l'Exécutif réduisent une visibilité à long terme et entretiennent un sentiment d'incertitudes et d'instabilité. L'ultime manœuvre de Hery Rajaonarimampianina, avec un collectif de candidats, aurait été cette requête envoyée à la Haute cour constitutionnelle (HCC) dans le but d'annuler le scrutin du 7 novembre. D'après ces candidats, cette élection est entachée d'irrégularités dès la confection de la liste électorale jusqu'au traitement de ses résultats. Ultime pied de nez pour Hery Rajaonarimampianina, c'est Jean-Éric Rakotoarisoa, qu'il a propulsé à ce poste, qui s'est chargé de mettre fin à ses espoirs de voir les résultats du premier tour annulés. Même si le premier tour était refait, il n'est pas sûr que Hery Rajaonarimampianina

aurait pu refaire son retard... Pour le « Voromahery », cette défaite aurait un goût de regrets. « L'ancien président a remis l'économie relativement en ordre. La plupart des projets engagés durant son mandat seront inaugurés par Andry Rajoelina ou Marc Ravalomanana comme les barrages, le nouveau terminal de l'aéroport international d'Ivato, etc. Nous n'avons pas de risques de surendettement pour le moment. Madagascar a même réussi à dématérialiser certaines procédures comme les impôts ou la douane. Cependant, Hery Rajaonarimampianina était malheureusement un président médiocre ». Ce constat d'un économiste est sans concession. Tout comme le score qu'il a réalisé durant le premier tour. **P**



*Présidentielle, premier tour*

## UNE ÎLE PLUS DIVISÉE QUE JAMAIS

**Prêts à en découdre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana ont raflé 21 régions sur les 22 possibles. Comment ces deux candidats ont-ils conquis la carte électorale ? Notre analyse.**



Alain Iloniaina

**D**eux grosses vagues, orange et bleu-vert des candidats Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana déferlent sur l'ensemble de la carte électorale malgache. Submergé, le président sortant et candidat Hery Rajaonarimampianina essaie de grappiller quelques parts tandis que les 33 autres candidats restent quasiment noyés sur l'ensemble du territoire.

#### **LES ANALYSES MONTRENT QUE ANDRY**

Rajoelina vire en tête des voix obtenues dans onze des 22 régions. Marc Ravalomanana, son principal rival, arrive à rafler la mise dans neuf régions. À part quelques régions, les deux principaux candidats se partagent les deux premières places sur l'ensemble du territoire. La victoire de Hery

Rajaonarimampiana dans la région Sava est une exception. À regarder plus près, Andry Rajoelina a réussi à obtenir plus de 50 % des voix dans les régions Diana, Sofia, Atsinanana, Ihorombe, avec des pics dans les régions de Melaky, de 62,06% des voix, et d'Atsimo Andrefana, avec 60,32% des voix. Ce pourcentage n'est qu'une indication dans la mesure où le nombre des électeurs et des votants varie d'une région à une autre. L'ancien président de la Transition caracole en tête, mais avec moins de 50 % des suffrages exprimés dans les régions Haute Matsiatra, de Vatovavy-Fitovinany, d'Atsimo Atsinanana, d'Anosy et d'Androy. Avec Atsimo-Andrefana, c'est dans ces trois dernières régions que Hery Rajaonarimampiana arrive à s'intercaler entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana en termes de voix obtenues (Voir la carte p. 22). De son côté, Marc Ravalomanana rafle la mise, avec plus de 60 % des voix dans le Moyen Ouest, dans les régions d'Itasy (68,62%) et de Bongolava (67,74%), mais également dans la région de Vakinankaratra. L'ancien président obtient plus de la majorité absolue des suffrages exprimés à Analamanga, dans la région de Menabe et de Betsiboka. Il se trouve en première ligne dans les régions de Boeny, d'Alaotra Mangoro et d'Amoron'i Mania, mais avec un peu moins de 50 % des voix.

**AVEC CES RÉSULTATS, LA TENDANCE À** la bipolarisation de l'échiquier électoral est en train de se dessiner. Pour une raison ou une autre, les autres candidats se trouvent largués par Andry Rajoelina et par Marc Ravalomanana si l'on se fie à l'image instantanée fournie par les résultats du premier tour. « Avec ces résultats, l'électorat malgache est en train de régler par les urnes la rivalité politique entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana lors de la crise de 2009 », analyse Andihiasina Rakoto, observateur de la vie publique<sup>1</sup>. Les deux candidats avaient été empêchés de se présenter à la présidentielle de 2013 et se sont fait représenter par des « candidats de substitution ». Des candidats qui n'avaient plus obéi aux consignes de leurs chefs respectifs après le scrutin. L'ancien président de la Transition avait épinglé son principal concurrent d'avoir une montre « bloquée en 2009 ». « Pour ce système démocratique importé caractérisé par le statu quo du point de vue systémique, la polarisation est potentiellement une bonne chose. Cela pourrait amener la première alternance depuis 1960. Mais si l'on parle de démocratie réelle, rien ne sera réglé »<sup>2</sup>, nuance notre interlocuteur.

**MAIS C'EST L'ÉCHIQUIER POLITIQUE** malgache en général qui semble être bloqué à cette crise que la parenthèse ouverte par le mandat de Hery Rajaonarimampiana, n'arrive pas à refer-

mer. Pour le président sortant, le constat est implacable. « Les efforts du gouvernement durant son mandat n'a pas d'impacts nécessaires auprès de la population », note un administrateur civil. Le comportement des ténors du parti Hery vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) et celui des proches de l'ancien chef de l'État dans la société n'est pas non plus passé auprès de la population-électrice. À l'inverse des trois premiers prétendants à la magistrature suprême, une autre tendance constante se dessine lors du premier tour. Les 33 autres candidats en lice, n'arrivent pas à percer dans toute l'île. Dans chaque région, ils n'arrivent pas, à obtenir généralement plus de 10 % des suffrages exprimés. Ces statistiques sont à relativiser dans la mesure où plusieurs candidats ont refusé de prendre part aux débats et à la campagne électorale. Certains préfèrent militer pour le report du scrutin. Mais à l'image des anciens Premiers ministres Omer Beriziky, Jean Ravelonarivo et Olivier Mahafaly, d'autres prétendants à la magistrature suprême ont essayé de faire campagne mais n'ont pas pu résister face aux gros moyens déployés par les trois anciens chefs de l'État et candidats.

**UN REGARD MÉRITE D'ÊTRE PORTÉ SUR** le taux de participation : 53,95%. Il est relativement faible par rapport à celui de 2013, à la sortie d'une crise politique de cinq ans, avec un peu moins de dix points de différence. À l'époque, le taux de participation était de 61,56 %, traduisant ainsi la baisse de l'enthousiasme des électeurs pour aller voter, et ce, malgré l'offre politique importante, du moins quantitativement. « Il faut noter sur cette victoire de l'abstention (...). Cela montre le désengagement très fort (de la population) »<sup>2</sup>, explique Jean-Michel Wachsberger, coauteur de l'ouvrage L'énigme et le paradoxe. Et par expérience, le taux d'abstention risque encore de monter d'un cran au second tour. Denis Alexandre Lahiniriko, docteur en histoire, voit à travers les résultats une confirmation de la « dichotomie malgache ». « On constate le clivage entre le "Madagascar utile", et l'autre partie de l'île », soutient-t-il. Pour l'historien, la victoire de Marc Ravalomanana dans les Hautes terres centrales a une explication. « L'électorat de ce candidat est composé d'individus lettrés, de catégorie socioprofessionnelle supérieure, observe-t-il. Ce candidat gagne sur les Hautes terres centrales grâce aux migrants merina et betsileo et leur influence dans la société. C'est le cas dans la partie Ouest de l'île ». Andihiasina Rakoto abonde dans ce sens. « J'emprunterai les mots d'un ami : c'est le Madagascar qui se veut "utile" qui a voté, souligne-t-il. La variable ethnique n'a plus autant de poids qu'auparavant. Ces élections ont à nouveau introduit une variable de "classes" inquié-

### Voix à acheter

« Aujourd'hui, les achats de voix ne se font pratiquement plus de manière directe, comme cela a pu être le cas à l'époque des bulletins individuels, mais certains états-majors politiques continuent de tenter d'influencer les votes des citoyens, non par leurs idées, mais de manière plus subtile, par d'autres moyens qui s'apparentent à de la corruption d'électeurs ».

In *Les campagnes et pré-campagnes électorales à Madagascar par Lova Rabary-Rakotondravony*



© Marjy Raël

**QUIÉTUDE.** L'élection s'est déroulée dans le calme.

tante étant donné les voix obtenues par l'un des finalistes dans les couches les plus vulnérables de la société. »<sup>3</sup>

**POUR FANEVA RATSIMBA, DOCTEURANT EN** science politique et enseignant à l'Université d'Antananarivo, l'ancien président « s'appuie sur une tendance conservatrice, voire castique, des protestants, des gens qui voient en lui une opportunité de développement des affaires ». L'écart moins important entre l'ancien président et l'ancien président de la Transition dans la région de Boeny n'est pas non plus une surprise, selon Denis Alexandre Lahiniriko. « Rajoelina a pu contrebalancer l'avantage de Ravalomanana grâce aux barons locaux, les élus, les députés et maires », soutient-il. L'analyse de l'historien est partagée par Faneva Ratsimba. « Andry Rajoelina a beaucoup misé sur les "big men", les barons locaux ou encore les leaders d'opinion », affirme l'enseignant à l'Université d'Antananarivo. L'ancien président de la Transition, lui, a réussi à mettre dans son escarcelle des régions périphériques, dans le Nord et dans le Sud. Andry Rajoelina a gagné les « régions où le niveau de scolarité n'est pas très élevé, avec des gens ayant un niveau de vie plutôt en dessous de la moyenne », selon Faneva Ratsimba. « Le Sud vote souvent par suivisme », renchérit Denis Alexandre Lahiniriko. Ce qui a permis à l'ancien président de la Transition de

mettre à profit le travail de ses « big men ».

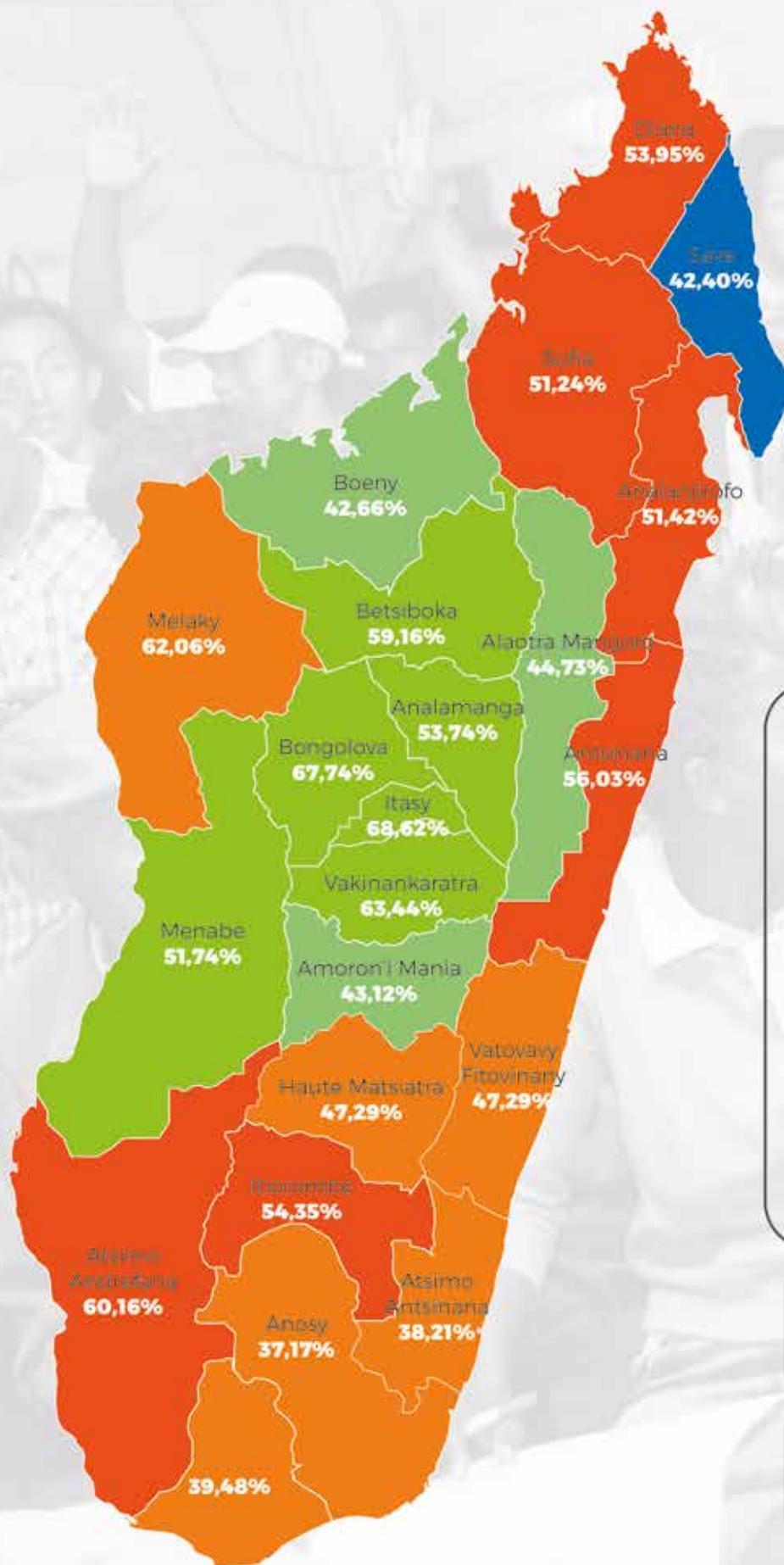
#### L'AUTRE PARAMÈTRE QUI POURRAIT

jouer dans les villes périphérique, c'est le passé politique de l'ancien Président de la République. « Marc Ravalomanana a bafoué la règle tacite selon laquelle il échoit à une personnalité non-Merina de diriger le pays », croit savoir Denis Alexandre Lahiniriko. Et puis, il a passé outre le principe de l'équilibre régional, évoquant un autre principe qu'est l'efficacité. « Comme en 2013, les gens issus des régions périphériques votent pour un Merina contre un Merina qu'ils pensent ne pas être favorable aux non-Merina », formule l'historien. La carte électorale dans le Sud de l'île diffère de celle de la majeure partie de l'île. À Anosy, Androy et Atsimo-Atsinanana, le président sortant et candidat Hery Rajaonarimampianina arrive à casser l'omniprésence de Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana. « Les réalisations du régime dans ces régions, comme c'est le cas de la mise en place des blocs opératoires n'ont pas laissé insensible les électeurs », note un observateur averti des affaires nationales. C'est justement cette question de réalisation qui conduit Faneva Ratsimba à évoquer l'existence d'une « conscience politique des électeurs, même si la notion de l'idéologie n'est pas encore là. Malgré les espèces sonnantes et trébuchantes, les gens se souviennent des réalisations des gouverne-

ments successifs dans leurs régions respectives ». L'administrateur civil, conforte ainsi cette histoire de « conscience politique ». « Les électeurs ont voté utile. Cela explique, en partie, le score assez faible des autres 34 autres candidats », motive-t-il. Pour Jean-Michel Wachsberger « une grande partie des candidats était méconnue. Les électeurs se sont reportés sur des noms qu'ils connaissent et des gens qu'ils ont déjà vus »<sup>2</sup> Mais cette conclusion, un ancien chef de district n'en est pas convaincu et interprète autrement l'écart important entre les candidats qui vont passer au second tour et les autres. « La présence des trois anciens chefs de l'État en tête montre que les gens se réfèrent toujours aux anciens dirigeants. Ce sont les noms de ces derniers qu'ils entendent tout le temps et ils arrêtent leur choix par rapport à cela. Les noms des autres candidats, quels que soient leurs compétences ou leur parcours, n'ont pas de chance d'être retenus par les électeurs, regrette-t-il. Ne parlons même pas de débat d'idées. Il faut ajouter dans ce cocktail l'argent pour que tout soit réuni » Une observation qui remet sur le tapis la question liée aux sources et au plafonnement du financement de la campagne électorale (voir notre dossier dans *Politikà hors-série*).

#### EN VUE DU SECOND TOUR,

les réactions des deux candidats au second tour confirment, du moins en partie, les enseignements tirés des résultats du premier tour. Andry Rajoelina a sillonné les six arrondissements de la capitale. Il s'est également déplacé dans la région de Bongolava, là où il devrait rattraper son retard face à son adversaire. De son côté, Marc Ravalomanana s'est déplacé dans le Sud-Est et dans le Nord-Ouest de l'île, dans ces régions, ses scores étaient en deçà des espérances. « Comment puis-je faire de la discrimination alors que tout ce que je fais est pour l'intérêt général ? Je construis des routes chez eux, je donne du travail, et j'envoie leurs enfants à l'école », lance l'ancien président. Une déclaration qui s'apparente à un clin d'œil pour gommer la perception à son encontre concernant le vote des électeurs issus des régions périphériques de l'île. Plusieurs régions sont encore en balance et peuvent basculer dans l'un comme dans l'autre camp. C'est le cas de l'Androy, d'Anosy, d'At-



-  INSCRITS **9 949 083**
-  VOTANTS **5 367 550**
-  BLANCS ET NULS **386 946**
-  SUFFRAGE EXPRIMES **4 980 604**
-  TAUX DE PARTICIPATION **53,95%**

-  Marc Ravalomanana
-  Andry Rajoelina
-  Hery Rajaonarimampianina

-  moins de 50%
-  plus de 50%

© Sources HCC

simo-Atsinanana, voire de Haute-Matsiatra et de Vatovavy-Fitovinany, qui, au premier tour, avaient vu une avance de Andry Rajoelina. C'est aussi le cas pour Amoron'i Mania, Alaotra-Mangoro et Boeny, remportées de justesse par Marc Ravalomanana. Mine de rien, les voix confondues des 33 candidats risquent de peser dans la balance. Ils totalisent près de 16 % des suffrages exprimés. Il faut ajouter à cela les voix obtenues par Hery Rajaonarimampianina, autour de 8,82%, dont la plupart sont récoltées dans la Sava, puis dans la partie Sud et Sud-Est de l'île. Et ce, même si l'expérience malgache montre que le système de report de voix n'a pas encore fonctionné à plein régime. Denis Alexandre Lahiniriko pense que «*tout n'est pas figé*» par rapport aux résultats du premier tour. «*Les barons locaux pensent toujours à calculer l'équation entre les risques et les bénéfices. Donc il y aura un nouveau calcul de l'offre des deux candidats*», prévient-il. **P**



## À la pêche des voix perdues

Pour le deuxième tour, la bataille entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana risque d'être âpre. Les deux camps vont se disputer, pouce par pouce, le terrain électoral pour garder l'avance acquise ou pour tenter d'inverser la tendance. Déjà, convaincre les électeurs ayant voté blancs et nuls figure dans le plan des deux camps. Ceux-ci représentent une bagatelle de près de 380 000 voix, soit près de 10 % de l'électorat. Elles constituent le double de l'écart des voix entre les deux prétendants à la magistrature suprême.

L'on ne peut pas seulement estimer avec plus de précision le comportement des électeurs entrant dans cette catégorie de votants. À Madagascar, la comptabilisation commune des voix blancs et nuls ne permet pas de connaître s'il s'agit d'un choix politique ou d'une erreur matérielle. Doublement, ces 380 000 suffrages sont non négligeables compte



© Bccom

tenu du taux d'abstention de près de 45 %. D'ailleurs, l'autre tâche des deux candidats est de tenter de convaincre les abstentionnistes d'aller voter. En effet, l'expérience des élections à Madagascar montre la baisse d'intérêt des électeurs pour le second tour. Le principe du report des voix n'est pas encore tout à fait efficace dans la Grande île.

-----I.A.



© Photo Ibumie

**Harijaona Andriamorianaina**  
Chef de projet Fanoa



Van-Lee Behaja

“

## Pour que le président soit élu légitimement

LE CHEF DE PROJET FIFIDIANANA ANDRAISAN'NY OLOMPIRENENA ANDRAIKITRA (FANO) NOUS DÉTAILLE SES POINTS DE VUE SUR LE PREMIER TOUR.

### Quelles sont vos analyses concernant le premier tour ?

En général, le scrutin s'est déroulé assez calmement de l'ouverture des Bureaux de vote, jusqu'à sa fermeture où commençaient les premiers décomptes des voix. Plus de 7 000 observateurs ont été déployés dans tout Madagascar par la Section d'observation des élections, centre de démocratie solidaire (Safidy). 94% des Bureaux de vote ont respecté l'heure d'ouverture malgré les retards ou les fermetures et d'autres ont fermé

prématurément. Des problèmes de logistique, de personnel, etc. entravant le bon déroulement de l'élection sont survenus. Cependant, ils ont pu être réglés à temps avec des interventions adéquates.

### Les élections constituent toujours une période assez délicate à aborder pour Madagascar. Ne craignez-vous pas une nouvelle crise post-électorale ?

Le pays ne pourra plus supporter une nouvelle crise. Tout un chacun est appelé à regarder les intérêts et les enjeux pour la nation. Nous œuvrons pour une élection limpide, des résultats véridiques pour assurer que le président soit élu légitimement. Cette élection a fait preuve de plus de transparence avec ses larges accès aux informations. La vérification

de la liste électorale auprès de la Ceni, facilitée par la technologie en est un exemple.

### Le taux de participation a reculé. Comment interpréter ce désengagement citoyen ?

Nous pouvons dire, qu'en général, les citoyens malgaches ont eu le temps nécessaire pour aller aux urnes. Même si le taux de participation a reculé, le jour du scrutin, le taux de participation avant midi atteignait déjà les 44%. L'on peut constater que le peuple s'est rendu compte de l'enjeu de cette élection historique. L'évolution positive du taux de participation global démontre une meilleure volonté des citoyens à accomplir leur devoir. Il faut juste offrir aux électeurs les conditions pour bien réfléchir à leur choix et pour voter en toute sérénité.

## Andry Rajoelina

# Un train peut en cacher un autre

**Il est de retour. Lancé à pleine vitesse, le TGV Andry Rajoelina est sur les rails pour pouvoir décrocher la Magistrature suprême. Portrait de l'ancien président de la Transition qui veut devenir président de la République.**



Andriamanambe Raoto



Photo fournie

« **J**'ai changé. Et je vais changer »<sup>1</sup>, promet-il. Andry Rajoelina est à une marche du Graal. Il veut revenir dans l'arène politique, plus décidé que jamais à reprendre la place qu'il a laissée, un peu à contre-cœur, en 2013.

### AMBITIEUX

Andry Rajoelina est plus mature selon son entourage. Il reconnaît qu'« en 2009 (il n'était pas préparé pour gérer un grand pays comme Madagascar, contrairement à aujourd'hui »<sup>2</sup> Mais a-t-il réellement changé ? Son goût prononcé pour la communication et les shows n'a pas changé. Les événements organisés autour de l'Initiative pour l'émergence de Madagascar (IEM) sont réglés comme du papier à musique. Ce sont des résurgences des années qu'il a passées dans le secteur de l'événementiel. Andry Rajoelina a gravi les échelons à toute allure. Il incarne cette jeunesse besogneuse et travailleuse qui a réussi à bâtir un empire de ses propres mains. Entrepreneur talentueux et instinctif, il monte sa société Injet, soutenu par sa femme, qui devient rapidement le pionnier et le leader dans le panneau d'affichage. Andry Rajoelina a su se positionner sur un marché porteur en pleine expansion. Il remporte même la première édition du Trophée du jeune entrepreneur (TJE) organisé par la BNI en 2003. Dynamique mais discret, il est un homme d'affaires heureux.

### TRANSITION

Cependant, comme la politique n'est jamais loin du business, il se lance dans le grand bain en

2007. Quoi de mieux que les municipales pour entrer de plein pied dans l'arène politique ? Ayant surfé sur la vague de la jeunesse, Andry Rajoelina défait Hery Rafalimanana, le candidat de Marc Ravalomanana – au pouvoir à l'époque – durant les élections municipales. Il est porté triomphalement à la tête d'Antananarivo. Malheureusement, cette mandature est loin d'être une sinécure. La faute à de longs mois de tension entre lui et Marc Ravalomanana. La capitale est punie pour avoir porté à sa tête un édile qui n'est pas issu du giron du tout puissant Tim. Marc Ravalomanana lui met des bâtons dans les roues. La coupe sera pleine quand l'administration ferme Viva, son groupe de télévision et de radio. Andry Rajoelina profite du mécontentement général pour mener ce qu'il appelle la « révolution Orange », sa couleur préférée. Il réussit son coup et pousse Marc Ravalomanana vers la sortie le 17 mars 2009.

### « NI, NI »

En 2009, Andry Rajoelina prend les rênes d'une longue et fastidieuse transition. Groupés autour de lui, les fidèles, les techniciens et les politiciens chevronnés acquis à sa cause s'installent au pouvoir. Durant cinq années, Madagascar est mis au ban de la communauté internationale. Le président de la Transition tient la baraque tant bien que mal. Après des années de tractation, des élections présidentielles couplées aux législatives sont organisées fin 2013, sous la pression de la communauté internationale. Du fait du « ni, ni » décrété par cette même communauté internationale, Andry Rajoelina ne peut pas se présenter. Il fait profil bas puis fait campagne pour son ministre des Finances, Hery

Rajaonarimampianina. Une fois élu, ce dernier s'ingéniera à écarter un à un les proches de Andry Rajoelina. Il le prendra comme un traïson. Il présentera même ses excuses au peuple malgache pour l'avoir présenté et soutenu.

### ENTOURAGE

De 2013 à 2018, Andry Rajoelina retourne à ses études. Pilotant à distances ses affaires... et les affaires politiques, il attend patiemment son heure. Ses sorties médiatiques se faisant au compte-goutte. Cette stratégie est redoutablement efficace pour entretenir sa base qui lui est toujours fidèle. Andry Rajoelina a encore une cote de popularité intacte. Ses députés assurent la présence politique au sein de l'hémicycle. Son plus grand combat durant ce long silence ? Ôter cette étiquette de « putschiste » qui lui colle à la peau et essayer de convaincre les autres d'épouser sa vision. D'ailleurs, il soutiendra mordicus qu'il « n'est pas un putschiste », mais un « révolutionnaire » et un « patriote ». Pour ce faire, il a mis en route son programme IEM qui a servi de rampe de lancement de sa candidature. Dans son approche, il s'entoure « d'experts qui peuvent non seulement m'éclairer, mais aussi appliquer notre programme (...) »<sup>3</sup>. Son entourage sulfureux fait-il partie du passé ? « Concernant mes fréquentations, ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que la vie m'a beaucoup appris. Je me suis bien entouré. J'ai changé. Et je vais changer »<sup>4</sup>. **P**

<sup>1</sup> <http://www.rfi.fr/emission/20181007-andry-rajoelina-ex-president-malgache>

<sup>2,3</sup> et <sup>4</sup> <https://afrique.latribune.fr/politique/2018-05-30/entretien-exclusif-andry-rajoelina-se-dit-pret-a-remettre-madagascar-sur-les-rails-780182.html>



**Marc Ravalomanana,**

# Retour sur la voie lactée

**Le leadership est son vrai dada. Il cuisine ce concept à toutes les sauces. Marc Ravalomanana rêve de faire « régner » de nouveau son style de leadership.**



Julie Raharisoa et Raoto Andriamanambe



Photo fournie

**N**é à Imerinkasinina, de nombreuses légendes, qu'il a savamment entretenues, entourent Marc Ravalomanana. Il aurait débuté en tant que vendeur ambulant de produits laitiers. Grâce à un prêt de la Banque Mondiale, il a pu transformer sa laiterie familiale en une entreprise industrielle qui a pris une dimension tentaculaire au fil des années en devenant le fleuron de l'industrie agroalimentaire et de l'économie malgache.

## AURA MESSIANIQUE

Businessman heureux, Marc Ravalomanana a toujours nourri de grandes ambitions politiques. Antananarivo sera sa première escale. En décembre 1999, présenté par l'association Tiako Iarivo, il est élu maire de la capitale. C'est un camouflet pour l'Amiral rouge, au pouvoir à l'époque. Marc Ravalomanana gravit une première marche dans son désir politique. Avec le mot d'ordre «lutter contre la pauvreté», il entreprend une réhabilitation de la ville et lance de vastes opérations d'assainissement. Logiquement, il se porte candidat pour la présidentielle en août 2001 sous les couleurs de l'association Tiako i Madagasikara (Tim) cette fois-ci. Le Tim deviendra le parti présidentiel. Avec son slogan politique aux résonances bibliques, «*n'ayez pas peur, croyez seulement*», beaucoup de Malgaches voient en Marc Ravalomanana l'incarnation de l'espoir après des années de régime ratsirakiste. Ses dimensions religieuses – il est l'un des leaders de l'Église réformée – lui ayant conféré une aura quasiment messianique. La crise institutionnelle en 2002 le porte au pouvoir après

un premier tour contesté entre lui et Didier Ratsiraka et des mois de tension qui en résulteront. Il envoie l'Amiral Rouge en exil en France. Le pays de l'Oncle Sam a été le premier à reconnaître le nouveau régime avant que la communauté internationale ne lui offre la précieuse onction.

## CADENCE INFERNALE

Marc Ravalomanana peut se mettre au travail. Connu par son franc-parler, déterminé et imprévisible, l'homme d'affaires met le paquet. Au cours de son mandat, il s'entoure d'une armada de techniciens malgaches et de conseillers étrangers. Il dirige alors le pays d'une main de fer. Il veut que Madagascar suive son rythme. Une cadence infernale à laquelle il est habitué avec le groupe Tiko, mais qui ne plait pas forcément à tout le monde. Dans son management, il a un penchant prononcé pour le style anglo-saxon. D'ailleurs, la langue de Shakespeare sera même introduite en tant que troisième langue officielle. Sous son impulsion, des infrastructures (routes, hôpitaux, etc.) sont construites ou réhabilitées. Il impose une certaine rigueur dans l'administration. Il se rend célèbre aussi par des coups de sang sporadiques. La Grande île avance, Tiko prospère.

## EXIL

L'idylle durera sept ans. Un mandat et demi durant lequel il a pu donner un nouveau souffle à l'économie malgache, avec un taux de croissance qui atteint 7,1% en 2008, mais qui ne profite pas à tout le monde. Pis, Marc Ravalomanana devient autocratique. Il s'attire

les critiques pour sa gouvernance, notamment la monopolisation de plusieurs secteurs économiques par Tiko et le non-respect du droit de l'opposition. L'homme ne voit pas venir le danger que représente le TGV Andry Rajoelina, lancé en pleine vitesse. Le jeune opérateur conquiert Tana, en 2007. Une nouvelle fois, Antananarivo voit en ce jeune homme le... messie capable de briser l'hégémonie «marcienne». Marc Ravalomanana continue de confondre leadership et autoritarisme tout en sous-estimant Andry Rajoelina. Il a terminé par se mettre à dos bon nombre d'entités. Une erreur fatale.

## UNE DÉTERMINATION POLITIQUE

L'achat de l'avion présidentiel Air Force One II ne sera que la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Sous la pression populaire, le 17 mars 2009, Marc Ravalomanana doit plier. Il transfère le plein pouvoir à un directoire militaire, qui à son tour, le remet à Andry Rajoelina. En exil en Afrique du Sud à partir de 2009, l'homme ne rentre en catimini qu'en 2014. Après avoir tenté de présenter son épouse à la course à la magistrature suprême en 2013, il doit finalement céder pour le candidat Jean Louis Robinson, son ancien ministre de la Santé publique qui est défait par Hery Rajaonarimampianina. Marc Ravalomanana doit prendre son mal en patience. Soufflant le chaud et le froid durant le mandat de l'ancien Grand argentier, le candidat numéro 25 n'a jamais caché son intention de «revenir». Cette présidentielle sera peut-être pour lui la dernière occasion de gouverner la Grande île. **P**





*Jair Bolsonaro*

## Virage à l'extrême droite au Brésil

**La corruption endémique, une redistribution discutable des richesses, la précarité,... Le feu couve. L'élection de Jair Bolsonaro n'est que la partie émergée de l'iceberg du malaise qui entoure le système qui gouverne en Occident.**



Raoto Andriamanambe et Van-Lee Behaja



Ando Baliaka

**A**u Brésil, dans ce pays fou de football, Jair Bolsonaro a un profil atypique. S'il était footballeur, l'ancien parachutiste serait un défenseur rugueux, un de ces bouchers qui n'hésiterait pas à «couper» une jambe pour annihiler une attaque adverse. Il serait loin des esthètes du football que sont Pelé, Garrincha ou Neymar, amateurs de «joga bonito». Le militaire de réserve, nostalgique de la dictature (1964-1985), a été élu avec près de 58 millions de voix, soit 55,13% des suffrages, contre 44,87% pour son adversaire de gauche Fernando Haddad.

### L'ÉLECTION DE JAIR BOLSONARO BOUSCULÉ À LA TÊTE

du Brésil consolide le fait que le monde est entré dans une nouvelle ère : celle des leaders nationalistes et populistes. L'élection de Donald Trump en 2016 a braqué la lumière sur le populisme et son expansion dans le monde, particulièrement en Occident. Aujourd'hui, des populistes sont au pouvoir aux États-Unis, en Pologne, en Italie, en Hongrie, en Turquie, en Amérique latine. Le phénomène se nourrit souvent de la défiance envers les élites et responsables politiques, et de la xénophobie. Pour le Brésil, le plus grand pays d'Amérique latine, cette défiance a été accentuée par l'opération «*lava jato*» («lavage express»), qui a mis à nu la corruption concernant le groupe étatique Petrobras, impliquant l'ensemble de la classe politique brésilienne. Il est difficile d'admettre que les électeurs du très populaire et progressiste Lula da Silva aient choisi de mettre à la tête de leur pays son antithèse. La victoire de Jair Bolsonaro est aussi la défaite de la gauche, embourbée dans ces sombres histoires de corruption. Le timing a été malheureux pour Lula da Silva. L'élection présidentielle est marquée par l'aboutissement de poursuites judiciaires controversées contre ce favori du scrutin qui a été déclaré inéligible pour corruption.

### JAIR BOLSONARO, ASSOCIÉ AUX ÉLITES ET AU POUVOIR

judiciaire, a su profiter pleinement de la situation pour arriver à la magistrature suprême. Ses idées de rejeter l'ordre en vigueur et de mettre en œuvre une politique radicale en matière d'insécurité et de corruption ont convaincu une grande part de l'électorat brésilien avec un programme ultra-libéral, révisionniste et fortement anti-progressiste. Jair Bolsonaro, tout comme Donald Trump, Viktor Orban ou Matteo Salvini (même s'il n'est « que » ministre de l'intérieur en Italie), ont su surfer sur cette vague populiste qui déferle sur le monde. Ce virage à l'extrême droite est inquiétant pour le Brésil et pour le sous-continent. La démocratie brésilienne, très jeune est pourtant l'une des plus solides de l'Amérique Latine. Jair Bolsonaro a promis pendant la campagne que «*son gouvernement va défendre la Constitution, la démocratie et la liberté*», mais la réalité nous laisse à penser autrement. Un des fondements de son discours est la décrédibilisation des institutions démocratiques en elles-mêmes et le conservatisme. La crainte de voir un vrai démantèlement de la démocratie est bien réelle.

### CONSCIENT DU TOURNANT QUE PRENDRA LE BRÉSIL,

Fernando Haddad, le candidat de la gauche a aussitôt partagé ses craintes en affirmant que «*les droits civiques, politiques, sociaux et du travail sont maintenant en jeu. Nous avons la responsabilité de représenter une opposition qui place les intérêts de la Nation au-dessus de tout*» Lors de la campagne, ce candidat de la gauche a déjà tenu à mettre en garde la population contre les probables dérives autoritaires de Jair Bolsonaro. Il a souligné que «*les gens doivent se rendre compte qu'avec lui ce sera un grand saut dans l'obscurité*» Dès le soir même où l'extrême droite a gagné, l'ONG Human Rights Watch, a lancé un appel urgent à protéger la démocratie brésilienne. Comme lors de l'élection de Donald Trump, le

monde s'attend à d'éventuels non-respects des droits fondamentaux individuels et collectifs, sollicitant ainsi un certain fédéralisme démocratique universel. «*Au pouvoir, les populistes gouvernent conformément à la logique de ce mouvement : eux et eux seuls représentent le vrai peuple ; en conséquence, il ne saurait exister à leurs yeux d'opposition légitime*», explique le politologue allemand Jan-Werner Müller.

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE QUI A MIS AUX PRISES

Jair Bolsonaro ainsi que Fernando Haddad et neuf autres candidats a été la plus violente et la plus polarisée que le Brésil ait jamais connue. L'agressivité et la folie de l'ancien capitaine n'y sont pas étrangères. Ouvertement raciste, misogyne et homophobe, ses discours antisystèmes sont alimentés par la haine et fomentent la violence. «*Nous ne pouvons plus continuer à flirter avec le socialisme, le communisme, le populisme*», a-t-il affirmé lors de son premier discours entant que président élu. Surnommé le «Trump tropical», Jair Bolsonaro a également fait comprendre que seule la «volonté de la majorité» compte pour lui en émettant des déclarations démesurées, *aux détriments* des Indiens, des homosexuels et des Noirs. «*Il n'y aura même plus d'argent public pour les ONG d'activistes qui défendent les droits de minorités*», assure-t-il. Tout un programme !

### LE TRUMP TROPICAL EST PARTICULIÈREMENT DÉTERMINÉ

à concrétiser ses promesses de campagne hallucinantes. Il a en tête de lutter aussi bien contre la corruption que les opposants politiques «marginaux rouges», les militants de gauche qu'il qualifie de «terroristes». Jair Bolsonaro promet même une «*purge comme jamais le Brésil n'en a connu*». Une sorte d'institutionnalisation de la haine et de la violence est donc appréhendée dans ce sens. Sachant que le Brésil est le pays d'Amérique latine présentant le taux de criminalité le plus fort, avec une moyenne de sept personnes tuées chaque heure, il a prévu d'assouplir la législation sur le port d'armes. Selon lui, «*si des gens bien, civils ou soldats tirent 20 fois sur un malfaiteur, ils doivent être décorés*». Bolsonaro peut donc amener à libérer toute une haine accumulée de tous, et cumuler un combiné de frustration, de peur et de panique chez certains. Les ultraconservateurs et les militaires constituent les principaux groupes parlementaires et son gouvernement. Une composition qui n'augure rien de bon ni pour les minorités, ni pour l'environnement.

### SUR LE CHAPITRE ÉCONOMIQUE, SON CONSEILLER

Paulo Gedes se chargera du secteur. Il sera mandaté pour mettre en place un libéralisme qui ouvre le pays aux investissements étrangers, notamment de l'Amérique de Donald Trump. Cela se fera non sans conséquence sur l'environnement. En effet, Bolsonaro mise sur une exploitation intensive de la forêt amazonienne en y installant des projets agro-industriels, hydrauliques et miniers. Le nouveau président estime que les droits environnementaux et les droits humains, qui ont été renforcés en faveur des populations indigènes depuis des décennies, sont une entrave au potentiel économique brésilien. L'Amazonie, le «poumon vert» de la planète, est en péril. Déjà, il a avancé que le Brésil restera dans l'Accord de Paris sous condition que l'État brésilien garde pleinement «souveraineté» sur l'Amazonie. Il exclut donc le «triple A», un projet de couloir écologique transnational allant des Andes à l'océan Atlantique en traversant l'Amazonie, et l'indépendance des terres indiennes, alors qu'elles font objet d'une vaste zone de protection environnementale. Comme les États-Unis, le Brésil a basculé dans l'inconnu. Le nouvel homme fort prêtera serment en janvier 2019. **P**

# Le retour du parti

**Pourquoi les partis de masse sont-ils de retour ? Parce que c'est toujours le meilleur moyen d'organiser les faibles pour affronter les puissants.**



Paolo Gerbaudo

Il est courant d'observer que la période qui suit la crise financière de 2008 se caractérise par la montée des mouvements populistes de gauche comme de droite, dans un contexte de polarisation politique croissante. Cependant, on remarque moins le retour du parti en tant qu'acteur central dans l'arène politique. Partout en Occident, et en Europe en particulier, nous assistons à une résurgence du parti politique. Aussi bien les anciens partis, comme le Parti Travailleiste en Grande-Bretagne, que les nouveaux, comme Podemos en Espagne et La France Insoumise, ont connu une croissance spectaculaire ces dernières années, tout en connaissant d'importantes innovations organisationnelles.

Ce renouveau de la formule «parti» est remarquable étant donné que, pendant de nombreuses années, les sociologues et les politologues ont prédit presque unanimement que le parti politique perdait sa primauté dans une société numérique mondialisée et très diversifiée. En fait, la résurgence actuelle de la gauche a, elle-même, démenti ces prévisions. Car la technologie numérique n'a pas supplanté le parti. Au contraire, les militants ont utilisé ses avancées pour développer des mécanismes innovants pour séduire les citoyens, justement en affirmant que la formule parti est à nouveau le principal instrument de la lutte politique.

## PRÉVISIONS PRÉCIPITÉES

Le fait que les partis politiques connaissent une revitalisation est d'abord attesté par le nombre croissant de leurs membres, ce qui constitue un tournant évident par rapport aux longues années de déclin des adhésions qui ont marqué un grand nombre des anciens partis européens depuis les années 80. En Grande-Bretagne, le Parti travailliste est sur la bonne voie pour atteindre 600 000 membres, après avoir touché un nadir de seulement 176 891 en 2007 à la fin du mandat de Tony Blair. En France, le mouvement La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon compte 580 000 adhérents, ce qui en fait le plus grand parti de France, un an et demi seulement après sa création. En Espagne, Podemos, fondé en 2014, compte plus de 500 000 membres, soit plus du double de ceux du Parti socialiste. Même aux États-Unis, un pays qui, pendant la majeure partie de son histoire, a manqué de partis de masse, au sens européen du terme, nous pouvons observer une tendance assez similaire, puisque la plus grande formation socialiste du pays, les Democratic Socialists of America (DSA), est passée à 50 000 membres au lendemain de la candidature de Bernie Sanders à l'élection présidentielle de 2016.

Cette croissance spectaculaire des listes de membres des partis de gauche — dont beaucoup sont de nouvelles formations — contraste de façon frappante avec les prévisions émises jusqu'à ces derniers temps par de nombreux politologues. Entre les années 1990 et la période qui a précédé la crise financière de 2008, les chercheurs se sont mis d'accord pour prédire la disparition définitive du parti politique. Au milieu de l'apathie croissante des électeurs et de la baisse du nombre d'adhésions, le parti politique semblait pour beaucoup un type d'organisation démodé — une relique obstinée d'un passé révolu.

En 2000, les célèbres politologues Russell Dalton et Martin Wattenberg soutenaient que « de plus en plus de preuves indiquent aujourd'hui que le rôle des partis politiques dans la

**PODEMOS**



 **Labour**

 **La France insoumise**

*construction politique des démocraties industrielles avancées régresse. De nombreux partis politiques confirmés ont vu leurs listes de membres diminuer, et le public contemporain semble de plus en plus sceptique à l'égard de la politique partisane*». Le chercheur irlandais Peter Mair a affirmé que nous assistions au trépas de «*l'âge de la démocratie des partis*», faisant valoir qu'un certain nombre de phénomènes, tels que la volatilité de l'électorat et la montée d'un «*sentiment anti-politique*» généralisé, montraient le déclin des partis politiques.

En plus d'être un commentaire sur le déclin de l'appartenance aux partis historiques de masse, un tel diagnostic s'appuyait souvent sur des théories postmodernes sur «*la fin de l'histoire*» ; une prophétie qui signifiait aussi pour beaucoup que le parti — dans la théorie marxiste traditionnelle, l'acteur historique décisif — avait trouvé sa fin. Au sein de l'extrême différenciation et individualisation de la «*société en réseau*» décrite par le sociologue Manuel Castells, avec sa marge croissante d'autonomie et de flexibilité individuelle, toutes les organisations se rapprocheraient de la morphologie horizontale du réseau, plutôt que de la structure verticale de la pyramide qui dominait à l'époque industrielle. Cela ne semblait pas de bon augure pour l'avenir du parti politique qui, de par sa nature, implique la présence d'une structure de direction centralisée, exigeant discipline et soumission des volontés individuelles à un objectif collectif.

À cela s'ajoutait la perception d'une crise d'identification partisane. Les identités de classe étaient perçues comme n'étant plus capables de mobiliser les électeurs, et les partis devenaient des organisations «*fourre-tout*», cherchant avec opportunisme des votes partout où ils pouvaient trouver un vide sur le «*marché électoral*». Cette sociologie d'une extrême complexité, de l'individualisation et de la désintégration des classes s'accompagnait de l'argument que, dans un monde globalisé, le parti perdrait de l'importance pour la simple raison que l'État-nation — l'objet traditionnel de conquête et le cadre opérationnel du parti — perdait du pouvoir en faveur des institutions de gouvernance mondiale. Les maîtres à penser «*marxisants*» autoproclamés, Antonio Negri et Michael Hardt, ont célébré le passage des États-nations à un empire mondial, un peu comme le chroniqueur du *New York Times*, Thomas L. Friedman, avait évoqué avec lyrisme la victoire imminente de la mondialisation sur les nations.

La situation mondiale semblait favoriser d'autres types d'organisations collectives, opérant à l'échelle transnationale et se concentrant sur des «*questions uniques*» : protestations en réseau, mouvements sociaux, organisations caritatives et ONG. Il est significatif que le Forum Social Mondial, principal rassemblement du mouvement altermondialiste, ait explicitement exclu les partis, comme s'ils étaient non seulement dépassés, mais aussi moralement contestables.

## SUSPICION D'ANTI-PARTISME

Ce fort sentiment d'anti-partisme, qui a façonné l'éducation politique des générations précédentes de militants de gauche, a été à l'origine des distorsions autoritaires de la structure durant le 20<sup>e</sup> siècle. Le nazisme et le stalinisme ont démontré à quel point le parti pouvait être transformé en une machine cruelle, déterminée à manipuler ses membres et à exiger une obéissance sans faille. Le cinéma et la littérature ont donné des représentations vivantes de l'effet psychologique et politique malveillant de l'obéissance au parti, comme l'abomination du Parti nazi d'Hitler ou les simulacres de procès et persécutions par les partis communistes dans le bloc soviétique, comme le montre l'ouvrage d'Arthur Koestler, *Darkness at Noon*<sup>1</sup>. Des «*partis de masse*» sociaux-démocrates plus inoffensifs ont également engendré une déception généralisée. Mais ce qui posait problème, c'est la façon dont cette critique justifiée s'est alliée à un ressentiment libéral de longue date envers le parti politique, soutenu par une peur antidémocratique des masses organisées et de leurs exigences de contrôle démocratique et de

redistribution économique.

Ce discours libéral a une très longue histoire qui remonte aux origines de la démocratie moderne. Des personnalités aussi différentes que James Madison, Moïse Ostrogorski, John Stuart Mill, Ralph Waldo Emerson et Simone Weil ont vivement critiqué le parti politique. Ils ont attaqué les partis politiques pour avoir soumis l'individu à l'obéissance et à l'uniformité, et ont fait valoir que plutôt que de servir les intérêts généraux de la société, les partis ont fini par défendre l'intérêt limité d'une faction. Emerson, par exemple, a fait valoir qu'«*une secte ou un parti est un incognito élégant, conçu pour sauver un homme de la vexation de la réflexion*», tandis que l'anarchiste chrétienne Simone Weil a écrit que les partis politiques ont conduit à une situation dans laquelle «*au lieu de réfléchir, on prend seulement parti : pour ou contre. Un tel choix remplace l'activité de l'esprit*»

En période néolibérale, cette préoccupation pour la liberté individuelle a trouvé une nouvelle actualité dans la fréquente célébration de l'entrepreneuriat et de la spontanéité des forces non régulées du marché, faisant passer toute forme d'organisation collective pour un obstacle illégitime. Dans *The Constitution of Liberty*<sup>2</sup>, Friedrich Hayek, le philosophe le plus important de la «*pensée unique*» néolibérale a exprimé, comme chacun le sait, son incrédulité face à l'ordre organisé (*taxis*) et sa confiance envers l'ordre spontané (*kosmos*) de la société, sur le modèle des soi-disant «*échanges libres*» pratiqués sur le marché

Le parti politique, comme l'État, est ainsi représenté comme un Léviathan gris et bureaucratique qui mine la liberté, l'expression authentique, la tolérance et le dialogue. Il est décourageant de constater que cette pensée unique a été adoptée involontairement par de nombreux mouvements anti-autoritaires, émergeant à la suite des manifestations étudiantes de 1968, faisant écho aux néolibéraux par leur dénonciation de l'organisation collective et leur Bureaucratie, au nom de l'autonomie et de l'expression personnelle de soi.

Ironiquement, une grande partie du rejet que les gens ressentent aujourd'hui à l'égard des partis politiques est elle-même le produit de l'idéologie néolibérale, et de la manière dont, dans les années 1990 et 2000, cette idéologie a facilité la transformation des anciens partis de masse de l'ère industrielle en nouveaux «*partis liquides*» qui ont pris le style des «*partis professionnels ou électoraux*» américains. Ces partis, dont le cynisme a été capturé dans l'imaginaire du public par des séries télévisées comme *House of Cards* et *The Thick of It*, ont remplacé les vieux apparatchiks par des façonneurs d'image, et les cadres du parti par des sondeurs et des consultants en communication. Ainsi, lorsque des gens de différentes convictions s'en prennent à des partis politiques, ils peuvent bien avoir à l'esprit des partis très différents. Cependant, ils semblent penser qu'il y a quelque chose de fondamentalement erroné dans la forme de parti en tant que telle.

## L'ORGANISATION DES MASSES POPULAIRES

Pourquoi, alors, le parti politique refait-il surface, malgré toutes ces critiques ? Cette résurgence, notée ces dernières années par un certain nombre d'auteurs tel que Jodi Dean, reflète la nécessité politique fondamentale de la structure de parti, en particulier en période de crise économique et d'inégalité croissante. Le parti politique est la structure organisationnelle par laquelle les classes populaires peuvent s'unir et contester le pouvoir concentré des super riches et des oligopoles économiques, c'est-à-dire contester les mêmes acteurs qui ont utilisé la crise financière pour imposer un transfert spectaculaire de richesse en leur propre faveur.

Des années de néolibéralisme ont convaincu beaucoup de gens que leurs besoins matériels pouvaient être satisfaits par leurs propres efforts individuels, leur esprit d'entreprise et leur concurrence individuelle, grâce à la méritocratie supposée du système. Mais l'échec du capitalisme financier à créer le bien-être économique a convaincu beaucoup de gens que la seule

façon de promouvoir leurs intérêts est de se réunir une fois de plus dans une association politique organisée.

Cette réaction, presque instinctive face aux difficultés économiques, sert à démontrer le rôle continu du parti qui permet à une unité de classe d'atteindre une volonté collective et de devenir une force politique. En effet, cette conception a longtemps été discutée dans la tradition marxiste ; de l'analyse de Karl Marx et Friedrich Engels dans *Le Manifeste du Parti Communiste*, à la discussion de Lénine sur le parti d'avant-garde, aux remarques d'Antonio Gramsci sur le « prince moderne » dans les *Prison Notebooks*<sup>3</sup>, et bien entendu, à la réflexion de Nicos Poulantzas dans *Political Power and Social Classes*. Le parti d'avant-garde léniniste et le parti social-démocrate de masse ont proposé différentes solutions pour la conduite de cette mission. Pourtant, tous deux ont fini par ériger une vaste Bureaucratie pour s'occuper de ce que Gramsci a appelé « *centraliser, organiser et discipliner* » la masse des partisans.

Robert Michels, l'un des pionniers de la théorie du parti moderne, s'attaqua à cette Bureaucratie embryonnaire comme la racine de la « *loi d'airain de l'oligarchie* ». Mais quand bien même, il a fait valoir que l'émergence de celle-ci reflétait la nécessité fondamentale d'une organisation de masse. « *L'organisation, fondée sur le principe du moindre effort, c'est-à-dire de la plus grande économie d'énergie possible, est l'arme du faible contre le fort* ». Le parti agit ainsi comme un « agrégat structurel », offrant aux membres un moyen de fusionner leurs forces et de surmonter cet isolement — qui, selon Nicos Poulantzas, définit autrement l'expérience des travailleurs, constamment désorganisée par la politique proposée par le capital et

***L'organisation, fondée sur le principe du moindre effort, c'est-à-dire de la plus grande économie d'énergie possible, est l'arme du faible contre le fort***

l'État qui consiste à « diviser pour régner »

Bien que la bourgeoisie soit divisée sur plusieurs fronts (c'est-à-dire, les divisions entre le capital commercial, industriel et financier), il est beaucoup plus facile pour elle de se rassembler, étant donné son nombre beaucoup plus restreint, et sa possession de sites clés d'agrégation sociale, comme les marinas, les clubs de golf, les loges maçonniques et les clubs Rotary, sans parler de ses serments par le sang célébrés par les mariages mixtes. Face à cette opposition compacte, les partis politiques sont donc essentiellement les « armes du faible ».

Comme l'a écrit le sociologue américain Anson D. Morse, ils constituent le mécanisme qui permet de « *convertir une multitude en une seule unité* », en rassemblant des forces autrement dispersées dans le but ultime de poser un défi crédible contre un pouvoir économique concentré. C'est précisément la raison pour laquelle elles ont toujours été regardées avec mépris par les élites libérales, mais aussi avec méfiance par la petite-bourgeoisie qui, comme l'a affirmé le sociologue français Maurice Duverger, a peur de se voir imposer un « encadrement » et de perdre ainsi son autonomie individuelle.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une économie numérique qui divise et isole les travailleurs par l'externalisation, la réduction des effectifs et la supervision algorithmique à distance — visible, par exemple, dans des entreprises telles que Uber et Amazon. Dans ce nouveau contexte, la nécessité pour le parti d'agir comme un « agrégat structurel », qui rassemble le

pouvoir de nombreux individus isolés, est plus importante que jamais. C'est d'autant plus vrai que, si les partis sont de nouveau clairement en pleine expansion, comme en témoigne le nombre croissant de leurs membres, on ne peut guère en dire autant des syndicats et autres formes traditionnelles d'organisation populaire

Dans l'ère de la post-crise, les partis politiques doivent bien sûr s'occuper des tâches de représentation politique, dont le besoin se fait de nouveau sentir. Mais il semble qu'ils doivent aussi compenser le relatif échec des autres formes de représentation sociale, à exprimer les intérêts des travailleurs et à réclamer des concessions de la part du patronat. Tout bien considéré, il n'est pas surprenant qu'à une époque marquée par des inégalités sociales grotesques et une individualisation débridée, le parti politique fasse un retour en force. Il est clair que le « prince hypermoderne » (pour le distinguer du « prince moderne » décrit par Gramsci) est très différent du parti Bureaucratique de l'ère industrielle, malgré la similitude de sa tentative de créer des espaces de participation massive. Comme on le voit très clairement dans les nouvelles formations comme Podemos et La France Insoumise, les organisations politiques émergentes ont souvent une structure de direction centrale très minimale et souple, qui les fait ressembler au modèle opérationnel « allégé » des entreprises start-up dans l'économie numérique.

Ces formations peuvent préférer se qualifier elles-mêmes de « mouvements », en raison des associations négatives que le parti politique évoque encore à gauche. Mais les partis politiques sont ce qu'ils sont, en fin de compte. Ils sont mieux perçus comme des efforts pour innover la forme du parti et l'adapter aux circonstances actuelles, dans lesquelles l'expérience sociale et les modes de vie quotidiennes sont très différents des conditions de l'ère industrielle dans laquelle le parti de masse a émergé. Ils sont apparus dans un contexte où les branches locales, les cadres et le système complexe de délégation typique des partis socialistes et communistes traditionnels sont devenus, pour une grande part, inefficaces.

Les militants tentent de relever ce défi en utilisant une variété d'outils numériques, y compris des plates-formes participatives en ligne, basées sur un système UHUV (un homme, une voix), dans lequel tous les membres enregistrés sont appelés à participer aux décisions prises sur les plates-formes participatives en ligne. Comme je l'ai décrit dans *The Digital Party: Political Organisation and Online Democracy*<sup>4</sup>, il y a un débat véhément à l'intérieur et à l'extérieur de ces formations sur la question de savoir si ce passage de la « démocratie déléguée » à la démocratie directe en ligne constitue vraiment une amélioration. En effet, certaines de ces organisations s'éloignent de la « *loi d'airain de l'oligarchie* » dénoncée par Michels pour s'écraser dans un « plébiscitarisme » numérique tout aussi problématique, accompagné d'un leadership charismatique - une sorte d'« hyperleadership » au sommet.

Cependant, tout compte fait, cette transformation organisationnelle doit être saluée comme une audacieuse tentative de réactiver la forme du parti. C'est particulièrement vrai à une époque où le rassemblement des classes populaires en un protagoniste politique commun est manifestement nécessaire pour bousculer un équilibre des forces qui s'empile massivement en faveur des élites économiques. La réalisation de cet objectif stratégique soulèvera des questions épineuses de pouvoir et d'organisation interne qui, pendant trop longtemps, ont échappé aux militants de gauche.

Contrairement à ce que certains disaient au tournant du millénaire, il n'y a pas moyen de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Et il n'y a aucun moyen de prendre le pouvoir et de changer le monde sans reconstruire et transformer les partis politiques. **P**

<sup>1</sup> Le Zéro et l'Infini, <sup>2</sup> La Constitution de la Liberté, <sup>3</sup> Cahiers de prison,

<sup>4</sup> Le Parti numérique : Organisation politique et démocratie en ligne  
Article initialement paru dans *Jacobin*. <https://jacobinmag.com/2018/10/mass-party-labour-podemos-neoliberalism>

Activisme environnemental  
**Clovis Razafimalala**  
consacré



Le « Prix allemand pour l'Afrique » a été remis à Clovis Razafimalala et Gerald Bigurube. Clovis Razafimalala est un activiste environnemental qui lutte contre la destruction des forêts et l'exportation illégale du bois de rose. Il est le premier malgache à recevoir ce prix. Le prix a été remis par Dr Wolfgang Schäuble, le Président de la Diète fédérale allemande (Bundestag).

Jirama

**Le FMI met en garde**

**Pour le FMI, la réduction de 50 milliards d'ariary de la subvention de la Jirama pour 2019 est un danger pendant qui plane sur l'équilibre de la société d'État. La Jirama avait demandé à l'État 269 milliards ariary, sur la base d'un prix du baril à 70 dollars, une pluviométrie équivalant à celle de cette année, mais également d'une révision tarifaire qu'elle compte entreprendre l'année prochaine.**



Industrie

**Un climat médiocre**

Le climat dans le secteur industriel est encore loin d'être favorable. C'est ce que la deuxième édition du Baromètre de l'industrialisation a ressorti. Les travailleurs et les entreprises industrielles ayant participé au processus ont perçu un climat global médiocre avec un indice de 30, sur une échelle de 100. 88,9% des personnes interviewées ont estimé que « le secteur industriel fait face à des difficultés ». La défaillance de la fourniture énergie est ressentie par 62,16% des travailleurs et 65,62% des industriels. L'insécurité est l'une des plus grandes préoccupations avec 75% des sondés.

Moral

**Les chefs d'entreprise pessimistes**

Durant chaque trimestre, ATW publie une étude sur le moral des chefs d'entreprises. Selon la dernière étude parue, faite durant le second trimestre, 71% des chefs d'entreprises ont estimé que la situation économique actuelle de Madagascar s'est dégradée. Cependant, un peu moins de la moitié (44%) est optimiste quant aux résultats de l'entreprise dans les six prochains mois. Au vu du contexte actuel, 53% sont pessimistes sur la situation économique de la Grande île. L'étude a été réalisée par sondage (étude quantitative) dans une enquête barométrique (étude trimestrielle).

**Des revendications pour l'industrie**

**L'Alliance pour l'industrialisation durable de Madagascar a publié dans la presse son « catalogue des revendications » pour placer l'industrialisation au centre du débat avant et après les élections. Pour elle, il n'y a aucun développement possible sans industrialisation. L'Alliance réclame donc des mesures concrètes, courageuses et visionnaires « afin de passer à la vitesse grand V et de hisser Madagascar au rang des nations émergentes ». Certaines de ces revendications sont publiées dans ce numéro de *Politikà***

Marc Ravalomanana et  
Andry Rajoelina

**Le grand oral devant le patronat**

Les patronats regroupés au sein du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem) ont organisé un grand oral pour les deux candidats finalistes. D'un côté, Marc Ravalomanana a tenté de dissiper les craintes sur son appétit féroce pour intégrer les secteurs d'activité. Cette étiquette lui avait collé à la peau. Andry Rajoelina a insisté sur la pertinence de son IEM avec un volet important concernant l'industrialisation. dans sept grandes villes de Madagascar.

..... chiffres .....

**5%**

taux de croissance prévu par la loi de finances 2019

**1237**  
entreprises

ont été créées en 2018

**Top 5**

gap prévu par la Ceni dans le financement des élections

**François Ekanga Ekoko, responsable régional du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud**

« Madagascar a beaucoup à offrir, mais Madagascar a aussi beaucoup à apprendre des autres régions du Sud »



**Le partenariat avec l'Occident s'essouffle. Le salut peut venir du Sud qui enregistre une dynamique économique sans précédent. Justement, le responsable régional du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, François Ekanga Ekoko, a accepté de nous livrer ses points de vue ainsi que les opportunités offertes par cette plateforme des Nations Unies pour des pays comme Madagascar.**



Karina Zarazafy et Raoto Andriamanambe



Raoto Andriamanambe

## QUELS SONT LES RÔLES DU BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET AVEZ-VOUS DES ACTIONS SUR MADAGASCAR ?

Notre Bureau est chargé de promouvoir, non seulement la coopération Sud-Sud pour la région Afrique, mais également d'appuyer toutes les agences des Nations Unies dans l'accomplissement de leurs tâches en matière de coopération Sud-Sud. Nous avons initié des programmes avec Madagascar à travers le Bureau du Pnud. Récemment, nous avons demandé à celui-ci de nous envoyer une liste d'éventuels candidats à envoyer en formation dans certains grands pays du Sud, notamment en Chine et en Turquie. Aussi, y a-t-il eu des formations dans le domaine de l'agriculture.

Nous avons aussi travaillé avec Madagascar dans le domaine de l'encadrement et de la promotion de jeunes entrepreneurs. Avec l'Organisation de la francophonie (OIF), nous avons organisé un événement à Paris, auxquels a participé une jeune femme très active dans le business. Toujours avec l'OIF, nous avons organisé un événement à Rabat, au Maroc. Et une fois de plus, nous avons eu la participation d'une entreprise malgache qui avait fait la promotion du rhum local.

La Grande île est un pays très intéressant pour nous. Elle a non seulement des potentiels économiques énormes, mais aussi des produits à offrir. Il faut donner les opportunités aux entreprises malgaches, aux jeunes entrepreneurs malgaches et aux jeunes malgaches en général, pour qu'ils soient formés et qu'ils soient mis en réseau. Il est primordial qu'ils soient mis en relation avec les marchés en Afrique et à tous les marchés du Sud. Les produits de l'artisanat malgache sont de très bonne facture. Madagascar a beaucoup à offrir, mais la Grande île a aussi beaucoup à apprendre des autres régions du Sud.

## VOUS AVEZ PARLÉ DE LA PROMOTION ET DU RENFORCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ EN GÉNÉRAL. DES ACCORDS OU DES FORMES DE COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT MALGACHE SONT-ILS EFFECTIFS POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DU PAYS ?

La plateforme est ouverte à tous les États africains pour les échanges, que cela soit en matière de politiques ou de solutions économiques. Pour la Grande île en particulier, en 2017, nous avons demandé à la société civile et au Gouvernement malgache d'envoyer une délégation pour partager leurs expériences avec d'autres pays africains qui ont connu des situations difficiles, en matière de paix et de réconciliation. Nous avons sollicité des experts, entre autres, de l'Afrique du Sud et du Rwanda, pour qu'ils puissent échanger avec

Madagascar sur ce qui avait été fait au niveau de l'État pour résoudre les problèmes de paix et de réconciliation dans leur pays.

En ce qui concerne les politiques économiques, nous avons publié des ouvrages sur les expériences réussies ou les expériences positives d'autres pays qui sont mises à la disposition de tous les États membres des Nations Unies. Cette série de publications, que nous appelons « *South-South in Action* », a par exemple, mis en évidence l'expérience de la Thaïlande: comment est-elle arrivée là où elle est actuellement? J'ajouterais que, s'il y a un besoin spécifique dans un domaine particulier, l'on peut toujours contacter notre Bureau ou encore contacter le Bureau malgache du PNUD.

Au niveau continental, nous travaillons avec le département des Affaires économiques de la Commission de l'Union Africaine, qui est gérée de façon très efficace par le Commissaire Harison Victor. Nous apportons notre appui pour aider tous les pays africains. Et d'ailleurs, nous avons eu une discussion il y a quelques mois où il était question d'appuyer directement les opérateurs malgaches. Nos coordonnées ont été communiquées aux opérateurs malgaches qui sont entrés en contact avec nous. Nous attendons toujours qu'ils reviennent vers nous pour faire le suivi.

## POUR LE CAS DE MADAGASCAR, QUE CELA SOIT DANS LES ACCORDS DE PARTENARIAT TELS QUE L'APEI AVEC L'UNION EUROPÉENNE, OU LES DIVERS ACCORDS D'INTÉGRATION RÉGIONALE, L'ON CONSTATE QUE LE PAYS SORT PRESQUE TOUJOURS PERDANT AVEC DES BALANCES COMMERCIALES DÉFICITAIRES. POURQUOI, SELON VOUS, EN SOMMES-NOUS LÀ? ET COMMENT FAIRE EN SORTE QUE MADAGASCAR PUISSE ÊTRE COMPÉTITIF ET OBTENIR CETTE COOPÉRATION « WIN-WIN » AVEC D'AUTRES PAYS ?

En ce qui concerne le déficit dans la coopération entre Madagascar et l'Union Européenne, je ne pense pas avoir l'autorité d'en parler. Mais en ce qui concerne la coopération Sud-Sud, nous avons un dispositif qui permet d'arriver à des coopérations « *win-win* ». Un certain nombre de principes encadrent justement les échanges entre les pays. Maintenant, il faut que les pays eux-mêmes prennent le temps de regarder ces principes, d'exiger leur application et d'agir dans le sens de ces principes.

Le principe de la solidarité ou plutôt le principe du bénéfice mutuel, se réfère au concept « *win-win* ». Quand un État négocie ou quand les partenaires négocient, il faut que ces partenaires ou cet État soient vigilants et qu'ils évoquent cela. Cela demande du travail, et une grande volonté politique et une détermination à défendre les intérêts bien compris

de Madagascar. Les Nations Unies ne peuvent que fournir un cadre et il appartient aux pays, aux États et aux Gouvernements, d'utiliser ces cadres et ces principes pour rendre la notion de « *win-win* » effective. Les Nations Unies ne peuvent pas négocier à la place des pays, mais elles ont mis en place les principes et peuvent également donner des conseils si nécessaires. Si l'État ou le Gouvernement le demande, nous pouvons même mettre à la disposition de Madagascar un certain nombre d'experts pour les aider à préparer leurs négociations.

## ...SERAIT-CE DONC LES CAPACITÉS DE NÉGOCIATION DE LA PARTIE MALGACHE QU'ON DEVRAIT REMETTRE EN QUESTION ?

Ce que je vous dirai, ce n'est pas forcément la capacité. Je sais que les Malgaches sont très bien formés et très compétents, si l'on ne prend que les cas du Pr Harison Victor ou du Président de la Confédération africaine de football (Caf), Ahmad. C'est peut-être autre chose que je ne connais pas ou dont je ne peux pas parler car cela peut avoir une connotation politique. En effet, il y a d'autres facteurs que je ne connais pas et sur lesquels je ne peux pas spéculer. Si l'on ne parle que du grand débat sur les accords de partenariat économique avec l'Union Européenne, certains veulent le mettre en vigueur et d'autres pas. La pression que subissent les Gouvernements les pousse à prendre des décisions qui ne sont pas forcément en harmonie avec, par exemple, la Zone de libre-échange continentale que l'Afrique est en train de créer. Il y a un ensemble de choses, de facteurs que nous ne connaissons pas, que nous ne contrôlons pas et qui peuvent être à la source de ce que nous observons.

## ÉTANT DONNÉ QUE VOUS AVEZ DÉJÀ PRIS CONTACT AVEC LES GRANDS GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS MALGACHES, Y AURAIT-IL UNE POSSIBILITÉ POUR LES PETITS ET JEUNES ENTREPRENEURS QUI N'EN SONT PAS MEMBRES DE CES GROS GROUPEMENTS DE VENIR VERS LES NATIONS UNIES POUR ESSAYER DE D'ÉTABLIR DES PARTENARIATS DANS D'AUTRES PAYS ?

Absolument. D'ailleurs, nous avons un ensemble de programmes pour aider les jeunes, non seulement en termes de formations mais aussi pour leur donner des informations sur les marchés. Dans certains cas, on les met même en réseautage pour ouvrir leur espace. Donc les jeunes sont absolument les bienvenus. Mais il faut aussi qu'ils fassent l'effort de chercher l'information. Nous mettons à leur disposition un ensemble de plateformes et un ensemble d'opportunités mais il faut qu'ils fassent l'effort, cherchent et accèdent aux informations et les utilisent à bon escient. **P**

*Gestion des marchés publics*

# Le ministère de l'Éducation nationale, mauvais élève



**Essayant de rattraper son retard, la Cour des comptes publie chaque année un rapport sur les dépenses publiques et les marchés. Cette année, elle s'est intéressée de près à la Jirama et au ministère de l'Éducation nationale. Les malversations y ont été mises à nu.**

**L**e poste de Personne responsable des marchés publics (PRMP) au sein des ministères est très convoité. Pour un département qui a un des budgets de fonctionnement les plus élevés, comme le ministère de l'Éducation nationale (Men), il est stratégique et suscite bien des convoitises, quitte à risquer la santé, voire la vie, des élèves par le biais de détournements et de malversations.



Karina Zarazafy

## « LACUNES DANS L'ORGANISATION ET LA GESTION

de la Commission d'appel d'offre (CAO)», «insuffisance de qualité du système d'archivage», «présence de deux dates différentes sur un même procès-verbal», «absence de conformité des produits livrés par rapport aux commandes», «importantes lacunes en matière de construction des salles de classes», «violation de l'éthique des marchés publics», etc. La Cour des comptes n'y est pas allée avec le dos de la cuiller pour soulever les irrégularités constatées dans les marchés publics, au titre de l'exercice 2015, au sein du Men. Le candidat à l'élection présidentielle, Paul Rabary, était encore à la tête de ce département à l'époque.

**LE RAPPORT PUBLIC 2017 DE LA COUR DES COMPTES**, paru au mois de septembre, a soulevé de nombreuses anomalies, aussi bien financières que fonctionnelles, au niveau de diverses entités. Dans ce dernier rapport, elle s'est particulièrement penchée sur les résultats du contrôle des marchés publics réalisé au niveau du Men ainsi que sur l'audit de la Jirama. La Cour n'a pas manqué de rendre publiques toutes les pratiques, non conformes aux réglementations, mais qui ont été effectuées par les responsables des marchés publics au sein du Men. Suite aux constats détaillés dans son rapport, la Cour a d'ailleurs recommandé «de traduire devant le Conseil de discipline budgétaire et financière (CDBF) la PRMP du Men». «Il a été également recommandé à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) d'appliquer les dispositions de l'Article 20 du Décret n° 2006-343 consistant à sanctionner le Titulaire des marchés de construction des EPP d'une exclusion temporaire de cinq ans ».

## LES IRRÉGULARITÉS NE SONT

que des exemples parmi tant d'autres relevés par la Cour des Comptes lors de son contrôle. Des exemples qui reflètent toutefois la gravité des actes de corruption dont les responsables au sein du ministère sont les auteurs. Des actes dont la portée ne se limite pas



## Un garde-fou sans parapet

La Cour des Comptes est l'organe de contrôle des finances publiques garant de la transparence et de la bonne gouvernance dans le domaine. Ces rapports publics, sont supposés permettre un meilleur contrôle des actions du Gouvernement. En effet, elle est chargée de contrôler en premier et en dernier ressort les comptes des comptables publics principaux, de l'État, des budgets annexes et des établissements publics nationaux. Ce qui devrait limiter les débordements tels que les actes de corruption et/ou de détournement des deniers publics. Son mandat est constitutionnel et cela lui confère un droit de regard dans le fonctionnement des diverses institutions et entités rattachées à l'État. L'article 93 de la Constitution dispose que «la Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement (...). Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens». L'article 282 de la loi organique n°2004-036 du 4 octobre 2004 autorise «la Cour des Comptes [à contrôler] les comptes et la gestion des entreprises publiques». En son article 405, la même loi organique ordonne que «dans le cadre de son contrôle sur les organismes visés (...) la Cour exprime un avis sur : leur organisation et leur fonctionnement ; la régularité et la sincérité de leurs états financiers tout en proposant, le



cas échéant, les redressements qu'elle estime devoir y être apportés ainsi que la qualité de leur gestion ». Ses rapports permettent ainsi de mettre la lumière sur le mode de fonctionnement et les réelles pratiques au sein de chaque entité. Toutefois, ses actions se limitent aux recommandations.

----- K.Z.

aux seuls gains, d'ordre pécuniaire, des parties prenantes, notamment la PRMP et ses complices ainsi que ceux à qui ils ont octroyé les divers marchés. Le danger va au-delà car une partie du marché octroyé concerne la nourriture pour des enfants, destinée aux cantines scolaires. Et il est également question de la qualité des infrastructures, notamment les salles de classe dans lesquelles les élèves devraient passer leurs journées. Le contrôle de la Cour des comptes a permis de mesurer l'étendue du dysfonctionnement. La Cour a pointé du doigt le risque élevé de consommer la nourriture avariée mais également le danger que représentent ces établissements qui ne suivent guère les normes de construction.

## DANS LE CAS DE LA CONSTRUCTION D'EPP,

la Cour a constaté qu'en plus de «l'absence du respect des normes de construction», il y a carrément eu «une violation de l'éthique de marché public» ainsi qu'une «qualité déplorable des travaux». Pour le cas de la fourniture de vivres scolaires, la

Cour a pu relever «la mauvaise qualité des denrées alimentaires». «Dans deux EPP visitées dans la Circonscription Scolaire (CISCO) d'Antananarivo Renivohitra, souligne-t-elle, les produits de vivres, comme les haricots, ont été infestés d'insectes, présentant un risque élevé de consommation par les élèves de produits avariés». La Cour des Comptes a émis plusieurs recommandations en ce qui concerne la gestion des marchés publics au sein du MEN pour cet exercice 2015. Reste à savoir si ces recommandations vont être considérées et des mesures appliquées par les responsables. Sachant qu'il a été pratiquement soulevé dans ce rapport que les autorités du Men n'ont nullement donné suite au référé du Président de la Cour des Comptes. Dans tous les cas, tous ceux qui sont concernés par ces affaires devraient également être sanctionnés. Mais reste à savoir si la conjoncture actuelle permettrait de faire un parfait suivi de cette affaire qui, nous le constatons, constitue un danger au niveau national. **P**

**SLACKTIVISME**

« J'aime, je partage et...je ne fous rien d'autre ? »



**«Il faut penser le changement au lieu de changer le pansement », disait un de ces grands frères dans les échanges lors de la dixième conférence des Organisations internationales non gouvernementales et des Organisations de la société civile malgache en 2016.**

 Mbolatiana Raveloarimisa

**L**es expériences des mouvements Filimbi et Lucha de la République Démocratique du Congo consolident la réalité d'une vraie société civile engagée autant dans le lobby que dans les rues.

**EN EFFET, IL NE S'AGIT PAS** d'être des éléments de contre-pouvoir, le rôle de la société civile est celui de l'agitateur des esprits pour endiguer la passivité et la démission collective envers la chose publique, de la vie de nos Nations. En Afrique, comme dans le monde,

les mouvements citoyens naissent de partout car la liberté et les droits ne sont point acquis. Plus que jamais, l'être humain doit s'indigner. Quand on regarde la fougue avec laquelle ces mouvements citoyens prennent en main leur destin et celui de leur pays, on se demande pourquoi les Malgaches n'y arrivent pas. On sait tous à quel point les Africains ont le sang chaud, quand on entend les échos des actions de revendication et de conscientisation qui sont aussi menées en Asie, on se rend compte qu'ils ont une fougue immense. Bref, ne sommes-nous ni africain, ni asiatique ?

## POURTANT, À MADAGASCAR,

tout est sujet à protester. Que ce soit la pauvreté grandissante, l'insécurité, l'éducation en berne, la non-prise en charge de la santé, la destruction de l'environnement, l'impunité, l'instabilité politique, etc. La liste est longue. La mobilisation est particulièrement difficile. Le traumatisme des renversements de pouvoir « ratés », qui a entraîné plus de pauvreté que de développement, est encore vif. La population a développé une méfiance particulière envers les leaders car le mythe du « martyr » a la peau dure. De plus en plus, avec l'avènement des réseaux sociaux, on constate la montée de ce que l'on nomme le « slacktivism » ou l'engagement virtuel. Le slacktivism signifie littéralement « activisme paresseux ». C'est la fusion du terme anglais « slacker » (fainéant) et du mot « activisme » qui est adepte des actions concrètes sur le terrain. C'est une forme de militantisme sur Internet qui s'est développé dans les années 2000 avec l'avènement des réseaux sociaux. Selon la définition de John D. Trybus, Directeur général et professeur adjoint au Center for Social Impact Communication de l'université de Georgetown, « *le "slacktivism" est l'idée que les gens soutiennent, au plus haut niveau, des organisations et des sujets ayant un impact social à travers les réseaux sociaux ou d'autres moyens en ligne. Cela peut prendre de nombreux formats, depuis partager des informations à propos d'une cause sur sa page Facebook au fait d'envoyer un tweet en lien avec une campagne de revendication* ». On peut aussi mettre dans cette catégorie les signatures de pétitions en ligne, changer les photos de profil.

**SUIVANT LES PAYS, LES** connaissances sur l'utilisation positive des réseaux sociaux, l'intérêt et la portée de l'activisme peuvent être différents. À Madagascar, avec un taux de pénétration de 7% d'internet, soit un peu moins de deux millions d'utilisateurs,



## « Slacktivism » VS militantisme traditionnel

Le terrain de bataille s'est déplacé. Au début des années 2005, l'idée que le « slacktivism » pourrait remplacer à terme le militantisme traditionnel battait son plein. En effet, on voyait de plus en plus des gens qui se murèrent à ne pas s'engager physiquement mais préféraient le confort derrière l'écran qui est certainement plus confortable qu'aller braver les forces de l'ordre, le soleil ou la pluie sur le bitume. Mais les années passent et on comprend que cette allégation est un peu trop simpliste. Rien n'est tout blanc ni tout noir. Il y a dans le « slacktivism » du positif comme du négatif. Il y a dans cette forme d'engagement de multiples facettes qui va de celui qui ne fera pas plus que faire un malheureux « j'aime » pour une œuvre de charité sans sentiment mais par pur automatisme. Il y a aussi ceux qui mettront le j'aime, partageront la publication avec ou sans commentaire. Mais il y a aussi ceux qui viendront militer et rejoindre les événements sur le terrain. Il y a ceux qui feront des dons en ligne, faute de pouvoir venir physiquement aux actions. L'activisme en ligne peut avoir des formes les plus inventives comme organiser des « marches virtuelles ». Ainsi, du 19 juin au 29 juin 2017, on



© Wake Up, Madagascar

comptait 391 135 personnes défilant dans les rues pour protester contre l'impunité dont bénéficient les auteurs de violences sexuelles pendant les conflits armés en Centrafrique. Rappelons que des soldats français ainsi que des Casques bleus de l'ONU, ont été impliqués dans une centaine d'allégations de violences et abus sexuels dans la région de Kémo entre 2013 et 2015.

----- M.R.

les adeptes des réseaux sociaux avoisinent un peu cet effectif. Parmi eux, les Facebookiens atteignent près de 90% des utilisateurs. Autant les faux visages et les fausses vies circulent sur les réseaux sociaux, les faux comptes, fausses nouvelles (« fake news ») pullulent également. Par exemple, sans précédent dans l'histoire des élections à Madagascar, les réseaux sociaux et plus précisément Facebook a pris une grande place qui semble être ingérable. Les réseaux sociaux apportent une nouvelle liberté de parole. En revanche, ils contribuent

aussi à propager des informations toxiques. Le niveau d'éducation en générale et celui sur les réseaux sociaux étant au ras des pâquerettes, on fait face à un « slacktivism » nocif et presque généralisé.

**EN GROS, SUR LES RESEAUX** sociaux à Madagascar, les bonnes initiatives ne gagnent au maximum que quelques centaines de « like », des dizaines de partages et une poignée de gens qui s'engagent sur le terrain. Au contraire, les « fake news », les boutades et les autres ragots gagnent nettement plus

d'intérêts. Totalement balayer le « slacktivism » sous prétexte qu'il est contre-productif n'est pas une solution. Dire que l'activisme derrière son écran, à elle seule, apportera l'ultime changement est tout aussi faux. Les deux peuvent et doivent se compléter. Le néo-militantisme passif sur le canapé du salon présente autant de changement que de freins. Autrement, il peut faire bouger une bonne âme qui se trouve au Canada ou à Dubaï pour la cause des malnutris du Sud de Madagascar autant il peut blaser le Malgache qui n'est qu'à quelques kilomètres de là. **P**



*Joël Andrianomearisoa et Rina Ralay-Ranaivo*

« La reconnaissance malgache est la plus importante et la plus sentimentale »

**Joël Andrianomearisoa est un artiste qui porte haut le flambeau malgache à l'international. Rina Ralay-Ranaivo est le commissaire du pavillon malgache lors de la Biennale de Venise.**

**Leurs deux visions se rejoignent. Nous avons organisé un dialogue et un échange autour de l'art avec, en toile de fond, la participation de Joël Andrianomearisoa à la Biennale de Venise.**



Raoto Andriamanambe



Joël Andrianomearisoa par Patrice Sour – Rina Ralay-Ranaivo par Fabio Andriamiantsoa

**POLITIKÀ : QUE REPRÉSENTE, POUR MADAGASCAR ET LE MONDE CRÉATIF MALGACHE, UNE PARTICIPATION À LA BIENNALE DE VENISE ?**

**JOËL ANDRIANOMEARISOA:** Cette première participation à la Biennale di Venezia constitue un événement historique pour Madagascar. Elle est un signe de dynamisme et de modernité pour la nation malgache. Elle

renvoie une image positive du pays au niveau national et international, malgré la prédominance de toutes les images exotiques et misérabilistes. C'est un message d'espoir et de volonté d'inscrire les forces créatrices de

**No habiamos terminado de hablar sobre el amor :** installation mix media (2018). Vue de l'exposition au musée Centro de Arte Alcobendas Madrid . Avec l'aimable autorisation de l'artiste et Sabrina Amrani gallery Madrid



**Le la Tour du monde :** installation mix media textile (2017). Vue de l'installation aux Galeries Lafayette Paris Avec l'aimable autorisation de l'artiste



**Robes de bal :** installation textile (2017)  
Collection Fondation Zinsou Cotonou



**The labyrinth of passions :** installation mix media papier (2016). Avec l'aimable autorisation de l'artiste et Sabrina Amrani gallery Madrid

Madagascar dans les grands courants mondiaux.

**RINA RALAY-RANAIVO:** Je rejoins totalement Joël à propos de ces idées positives véhiculées par ce pavillon malgache à la Biennale de Venise, la plus ancienne et la plus prestigieuse au monde. Nous sommes en train d'écrire une page de l'histoire des arts malgaches. Cet événement dépasse nos personnes à un certain moment, puisque quand nous nous présentons au monde, il n'est plus seulement question d'un artiste, de son commissaire ou des équipes qui travaillent autour de lui, mais de tout un pays. Le monde nous regarde et nous écoute.

**CELA SIGNIFIE-T-IL QUE D'AUTRES ARTISTES MALGACHES POURRAIENT Y ÊTRE EXPOSÉS DANS LES ANNÉES À VENIR ? QUELLES SONT LES RECETTES POUR Y PARVENIR ?**

**JA:** La réponse est oui. Après, la recette n'est pas juste artistique et pas uniquement une décision de l'artiste. Il faut une combinaison de trois parties, celle du pays tout d'abord (plus précisément d'une entité gouvernementale), ensuite un organisme culturel (ou non) qui va assurer la production et pour finir l'artiste. Un trio indispensable pour la mise en place et le fonctionnement du projet. Donc chose possible à faire et à refaire dans le futur. Pour cette grande première à Venise, il y a le ministère de la Culture, les associations Kantoko Antananarivo avec la complicité de *Revue Noire* Paris et moi-même.

**RRR:** Oui, et nous allons ouvrir la voie. Présenter sa candidature à la Biennale de Venise demande une synergie collective. Nous remercions le ministère malgache de la Culture qui nous a fait confiance en nous donnant l'accord de pouvoir porter ce projet au nom de notre pays. Les associations Kantoko à Antananarivo et *Revue Noire* à Paris ont monté le dossier de candidature et l'ont porté devant l'équipe de la Biennale de Venise. Il y avait une longue période de validation puisque la Biennale vérifie un certain nombre de choses avant de donner son accord. Et bien sûr, nous encourageons la continuité de ce pavillon national malgache dans le temps au travers d'autres initiatives.

**MADAGASCAR EST-IL SUR LA CARTE DE L'ART CONTEMPORAIN AFRICAÏN ?**

**JA:** La question pose encore une fois la description spatiale de l'art contemporain, dans

le monde, aujourd'hui. La géographie et la nationalité avant toute forme ou proposition. Question répétitive, c'est lassant. Pour parler d'art, je pense qu'il n'y a pas de frontières. Il n'y a pas de géographie. Il y a des artistes, un milieu de l'art et des acteurs de l'art. Alors arrêtons de créer des ghettos, cessons de catégoriser. Ne parlons pas d'artistes malgaches, d'artistes africains, parlons des artistes en général, des artistes du monde – parlons d'art. Madagascar est dans l'art tout court !

**RRR :** Joël a raison. Il faut parfois faire abstraction de vouloir absolument raisonner en termes de frontières, même si elles sont réelles parfois puisque nous sommes la plupart du temps renvoyés à nos pays respectifs. C'est le cas d'ailleurs dans le cadre de la Biennale de Venise. Cependant, quand on parle d'art, cette géographie et cette cartographie ne sont plus que des lignes imaginaires puisque nous abordons des questions, des éléments et des formes qui nous rassemblent et nous parlent à tous, et qui nous font comprendre que l'autre... c'est soi. Malgré les frontières et la différence de cultures.

**LA PARTICIPATION À LA BIENNALE DE VENISE EST UN SIGNE QUE LE MILIEU DE L'ART CONTEMPORAIN EST DYNAMIQUE. COMMENT EXPLIQUER CETTE DICHOTOMIE ENTRE UN MONDE CRÉATIF EN ÉBULLITION ET UN ENVIRONNEMENT SOCIO-POLITIQUE EN PLEIN MARASME ?**

**JA:** Cette ébullition créatrice est certainement une réaction à l'environnement socio-politique somnolent. Une envie, un besoin vital au niveau culturel d'affirmer l'existence du pays, de ses désirs. Une volonté de rupture aussi pour aller de l'avant et affirmer des jours meilleurs. Parfois dans l'obscurité, dans la peine, une nervosité ou une urgence créatrice se manifeste.

**RRR:** Tout est en effet lié. Nous évoluons dans un contexte. Ce contexte est ce qu'il est actuellement, et nous ne pourrions pas toujours y échapper. Mais ce contexte est aussi stimulant, formateur, et pourrait devenir un levier. Le peuple noir a créé le jazz et une grande partie de sa culture musicale dans la souffrance absolue de l'esclavage et l'oppression totale. Cette situation propre à Madagascar aussi pose, selon moi, la question même de la définition de ce qu'on appelle "contemporain" ou "artiste contemporain" si je me réfère à Agamben qui a brillamment formulé que "*le contemporain est celui qui fixe le regard sur son temps pour en percevoir non les lumières, mais l'obscurité. Tous les temps sont obscurs*

**BIOGRAPHIE**

**Joël Andrianomearisoa, passeur d'émotions**

Joël Andrianomearisoa est sensible à toutes les matières (des tissus et papiers aux plastiques), aux atmosphères sombres (le noir est sa couleur de référence), et joue avec toutes les techniques : dessin, installation, performance, vidéo, photographie... D'une formation d'architecte à l'École Spéciale d'Architecture avec Odile Decq, il a épousé un cursus atypique en excellant dans toutes les techniques : dessin, installation, performance, vidéo, photographie, etc. Nombre de ses œuvres font intervenir les relations humaines où l'amitié, l'amour, la passion, l'espoir comme le désespoir, la nostalgie jusqu'à l'impossibilité d'être sont mis en scène sans autres a priori ni désuétude. Son travail exprime toujours une forme de fragilité comme force essentielle de la vie. À l'exemple des « Labyrinthe des Passions » (prix Audemars Piguet - Arco 2016) ou « De Profundis » (exposition solo à la Sabrina Amrani Gallery, Madrid, 2015).

*pour ceux qui en éprouvent la contemporanéité. Le contemporain est donc celui qui sait voir cette obscurité, qui est en mesure d'écrire en trempant la plume dans les ténèbres du présent”.*

**FINALEMENT, «LA LIMITE DU ROYAUME» DE L'ART CONTEMPORAIN MALGACHE N'EST DONC PAS LA «MER» ?**

**JA:** Pour parler de l'exposition proposée par Rina Ralay-Ranaivo, son propos renforce l'idée d'un temps passé qui flirte avec le présent avec un vrai regard vers le futur. Cet ensemble cohérent se dresse avec des expressions diverses ... alors pourquoi chercher une limite ? Les frontières n'existent pas dans l'art et encore une fois pas de géographie. Pas de limite, justement il faut aller au-delà des limites, de ses limites – être *borderline*. Dans notre temps d'aujourd'hui, il n'y a certainement plus de barrières des disciplines et des envies, même les genres sont remis en question. L'artiste devient parfois un acteur poli-

tique, la chanson soigne les âmes malades, la peinture sort du cadre et l'image se manifeste sous toutes ses formes. Alors être un artiste malgache, c'est être un acteur du monde, "in love with the world".

**RRR:** (*Sourire*) Je suis personnellement ravi que cette exposition "La limite du royaume est la mer" résonne dans nos mémoires. Pour en avoir été le commissaire, je souhaite préciser que ce projet voulait retracer vingt ans d'histoire des expressions artistiques contemporaines malgaches, du milieu des années 90 à 2018. L'idée de ce titre, emprunté à l'auteure Michèle Rakotoson, est une réalité. Il est intéressant de constater que dans notre pays, partir au-delà des mers a toujours été un signe de réussite et de succès. C'est le cas aussi ailleurs je pense. Malheureusement, la mer et nos frontières nous retiennent, soyons réalistes, cependant Joël a raison d'affirmer qu'elles ne retiennent pas forcément nos envies, nos désirs, nos idées et nos poésies. C'est cela qui fait la beauté de l'art. Il traverse même le temps.

### L'ŒUVRE DE JOËL ANDRIANOMEARISOA EST PROTÉIFORME. CETTE CAPACITÉ À S'AFFRANCHIR DES GENRES A PESÉ AU MOMENT DU CHOIX POUR LES ORGANISATEURS ? QUELS SONT VOS MÉDIUMS PRÉFÉRÉS ?

**JA:** Il faut diverses formes et médiums pour parler des émotions. Le cœur ne se dessine pas uniquement en rouge, les larmes peuvent être noires comme le bitume, la solitude peut être joyeuse, la mélancolie enchantée, le manque un pouvoir et l'absence baroque. Alors le papier se dresse comme un totem, le textile se déchire, le bois se tisse, l'image mobile, etc. Il n'y a pas de préférences quand on aime le monde et le "mood".

**RRR:** Les porteurs de ce projet de pavillon national malgache et la Biennale de Venise ont choisi Joël puisque c'est un vrai artiste. Il faut le dire clairement à un moment. Je veux dire par là que rien ne l'arrête en tant que tel. Il joue dans un espace de réflexions où tout est possible à ses yeux. Il réinterroge tout. Il réinvente tout. Il ne s'arrête pas devant les évidences imposées par la réalité. Il construit et déconstruit ce qu'il touche. Sa vraie force artistique est dans cette capacité à pouvoir créer de nouveaux codes et de nouveaux langages avec ce qui l'entoure et ce que nous ressentons. Et cela touche les gens parce qu'il leur parle avec les émotions des matières.

### QUELS SONT VOS LEITMOTIVE QUAND VOUS «CONSTRUISEZ» VOS ŒUVRES ?

**JA:** L'émotion. La matérialité de l'émotion.

### D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE, L'ART CONTEMPORAIN EST-IL INCOMPRIS OU INCOMPRÉHENSIBLE ?

**JA:** Pourquoi toujours essayer de comprendre? Laissons-nous transporter par les émotions et nos désirs et laissons l'art contemporain aux intelligents.

*Écoutez, lisez ces mots de Jean Joseph Rabearivelo*

*Ne faites pas de bruit, ne parlez pas : vont explorer une forêt les yeux, le cœur, l'esprit, les songes...*

**RRR:** (*Sourire*). C'est une question récurrente en effet. Je souhaite peut-être préciser que dans le monde de l'art contemporain, à Madagascar comme partout ailleurs, il existe différents artistes avec une grande pluralité dans les démarches, les conceptions, les visions, les projets, les intentions, les préoccupations, les travaux, etc. Et avouons qu'il y a aussi tout et n'importe quoi. Il y a de la beauté et de la laideur. En littérature, il y a des mauvais et des bons écrivains. Comme dans votre métier, il y a de bons et de mauvais journalistes... (*Sourire*) Alors l'art contemporain n'échappe pas non plus aux artistes qui peuvent brouiller parfois les perceptions du public et sa compréhension de ce qui est essentiel.

### QUELLE EST LA PLACE DE L'ART, DE LA CULTURE, DE LA LITTÉRATURE DANS UN PAYS, OÙ TOUT EST À BÂTIR ET OÙ TOUT EST DÉLABRÉ, COMME MADAGASCAR? L'ESSOR ÉCONOMIQUE SEMBLE ÊTRE UNE VRAIE PRIORITÉ...

**JA:** Je vous trouve bien négatif ! Madagascar n'est pas délabré, il est juste essoufflé. Un petit passage à vide, mais nous sommes toujours dans la course. La culture n'est peut-être pas notre point fort, mais nous fabriquons l'un des meilleurs chocolats au monde et notre vanille reste toujours aussi convoitée. Notre architecture n'est peut-être pas la meilleure, mais en un coup d'œil Antananarivo se transforme de jour en jour. Revenons à l'art. La culture, l'art, la littérature, la danse, la cuisine, la musique, etc. sont indispensables car elles sont LA VIE. La vie, les non-dits, les questionnements, les émotions, les fragilités, les espoirs, etc. Les larmes et les sourires. Il est donc impossible de dissocier ces expressions de l'essor éco-

nomique. Il est important d'affirmer que l'art est une économie (voir le marché de l'art et toute sa production) et non juste une distraction ou des bibelots frivoles.

**RRR:** La culture reste un des domaines d'activité qui justifie que nous sommes des êtres humains. Nous sommes ici, dans ce monde, je pense, pour... vivre. Pour vivre, certes, il nous faut actuellement tout un ensemble de choses : de la nourriture, un toit, un travail, un téléphone et... internet (*sourire*) Mais il nous faut aussi nous émouvoir, ressentir des sentiments. Écouter de la musique, lire des livres, apprécier une peinture, voir un spectacle, etc. Beaucoup d'émotions passent au travers de ces gestes qui font partie de notre vie et de notre quotidien. Même ceux qui produisent et font exister l'économie actuellement ont besoin à un moment d'émotions, mais aussi de les exprimer. Le banquier a besoin d'un poème, d'une musique pour dire à celui ou celle qu'il aime ses émotions et heureusement qu'une catégorie de personnes dans notre société capitaliste, qu'on appelle des "artistes", existe pour créer ces suites de mots ou ces mélodies, sinon ce serait d'une tristesse absolue de toujours exprimer ses émotions complexes avec des cadeaux hors de prix. (*Sourire*)

### UN PAYS A-T-IL L'ART QU'IL MÉRITE RÉELLEMENT ? N'EST-CE PAS UN PEU FATALISTE ET NÉGATIF ?

**JA:** L'art est contextuel alors peut-être – mais laissons l'art comme une belle énigme. Après, il faut s'en occuper comme une belle plante.

**RRR:** Voilà une attaque frontale vis-à-vis de ce très cher et feu Elie Rajaonarison ! (*Sourire*). Je ne vais pas répondre à sa place même s'il n'est plus là pour le faire. Je renvoie tout de même nos lecteurs à son brillantissime texte "Réveillons nous, nous sommes tous morts !" pour comprendre cette affirmation. Je souhaite rajouter toutefois que le destin, le sort, l'avenir, le présent, et même le passé, ainsi que le futur de l'art est la responsabilité de tous. J'entends par «tous», nous tous membres de notre société sans exception. Les artistes sont compris dans ce "tous" que j'évoque. En plus, les artistes sont à la fois acteurs et producteurs des contenus, des formes et des expressions artistiques. Mais pour répondre à cette question, il est clair que si personne ne s'en préoccupe, si aucun ne prend ses responsabilités, on a effectivement les résultats que nous méritons.

**LES ARTISTES MALGACHES ONT-ILS LA RECONNAISSANCE LOCALE ET INTERNATIONALE QU'ILS MÉRITENT ?**

**JA:** Il est impossible d'avoir la reconnaissance idéale. Pour ma part, la première reconnaissance fut malgache, c'est la plus importante, la plus sentimentale. Le reste ... je ne sais pas.

**RRR:** Si le "tous" dont j'évoque tout à l'heure prenait sérieusement à cœur leur responsabilité, cette reconnaissance serait effective. Actuellement, on remarque qu'il s'agit plutôt d'"individual success" isolé. Joël est humble dans ses propos, mais il existe actuellement une vraie reconnaissance internationale pour son travail. Je ne vais pas détailler ici son parcours ni son CV car il faudrait quelques pages en plus pour cela (*sourire*), mais cette participation à la Biennale de Venise est actuellement la preuve absolue de cette reconnaissance internationale. Quant à la reconnaissance locale, il est assez difficile de la mesurer à mon avis puisqu'il y a une désorganisation absolue dans notre pays. Beaucoup de choses ne sont pas à leur place. Il est parfois triste d'être obligé de convaincre des "gens" à Madagascar de la qualité de ce que Joël produit, et de l'importance capitale de ce pavillon malgache. Et il a raison de dire que "la reconnaissance malgache est la plus importante et la plus sentimentale" pour lui actuellement, puisque nous savons que nul n'est prophète dans son pays. Je comprends de fait que cela ne peut être que sentimental pour lui parce qu'ailleurs on l'accueille avec beaucoup de bienveillance, mais dans son pays, on lui témoigne quelque fois de la méfiance. Mais c'est le contexte qui provoque cela je pense. Personne n'est à blâmer. Nous avons encore beaucoup à bâtir ensemble. Beaucoup de choses à remettre à leur vraie place.

**DU 18 SEPTEMBRE 2018 AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2019, LE MUSÉE DU QUAI BRANLY CONSACRE UNE GRANDE EXPOSITION SUR MADAGASCAR. QUE PENSEZ-VOUS DU DÉBAT SUR LA RESTITUTION DES ŒUVRES D'ART SPOLIÉES PAR LES PUISSANCES COLONIALES ?**

**JA:** Il est difficile pour moi de répondre par un oui ou un non clair surtout quand j'idéalise l'idée d'un monde global. Mais une chose est sûre si on me subtilise un objet, je ferai en sorte qu'il me revienne et je serai le seul maître de son destin.

**RRR:** C'est un vrai débat qu'il ne faut pas hésiter à aborder. La colonisation est un sujet hautement contemporain. C'était une grande affaire qui date d'hier : 58 ans d'indépendance ne sont pas beaucoup pour nos pays anciennement colonisés quand on y pense. Et nous devons être capables d'en parler sereinement. J'entends par "nous", les anciens tortionnaires et les anciennes victimes. Et je fais exprès d'utiliser ces termes puisqu'il ne faut pas avoir peur des mots. Nous devons être capables de faire de cette histoire, si douloureuse soit-elle, un bien plutôt qu'un mal. Un "bien" dans le sens où nous devons réparer ce qui a été fait. Pour ce qui est des objets et des œuvres d'art, je dirais tout simplement que leur restitution à leur propriétaire fait partie de ce processus de réparation. Ces objets ont un sens pour des communautés. Ils leur ont été arrachés comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs. Et ces objets n'ont de sens qu'au sein de ces communautés : un masque béninois par exemple a sans doute sa place maintenant dans un village au Bénin, non derrière une vitrine d'exposition à Paris. Ce n'est pas du ressentiment mais soyons logiques un instant : il a plus de signification pour un enfant béninois actuellement qu'à un enfant français lors de sa sortie scolaire au musée. Tout simplement. Puisqu'il s'agit pour le premier de son histoire, de son passé, de sa culture, de son identité, de sa filiation culturelle et de son pays. Pour le deuxième, cela peut se résumer à un simple devoir à rendre pour obtenir une bonne note en classe. Quant à la préoccupation "occidentale" en ce qui concerne les conditions de conservation de ces objets dans leur pays d'origine, il faut peut-être arrêter de penser "le monde" à travers le prisme "blanc et occidental". Le monde peut être différent. Il n'est pas juste européen. Peut-être que les communautés d'origine d'où viennent ces objets sauront s'organiser autrement vis-à-vis de ces objets. Les masques ont été fabriqués par leur ancêtres pour qu'ils soient portés. Peut-être que les communautés les porteront ? Qui peut le dire actuellement ? Et ce ne sont pas les conservateurs d'un musée à mon avis qui doivent décider de cela. Des communautés sauront peut-être se reconnecter avec ses objets? Retrouver les émotions d'avant? Perdues. Alors soyons humains et justes, et libérons ces émotions de leur cage en verre. **P**

**BIOGRAPHIE**

Rina Ralay-Ranaivo, né en 1984 à Antananarivo. Il vit et travaille entre Antananarivo et Berlin. Rina Ralay-Ranaivo a fait ses armes au Centre Culturel Français de Madagascar. Il a été pendant douze ans (2006 à 2018) responsable de la programmation artistique de cette institution phare de la vie culturelle malgache. Ce travail transversal lui a permis de concevoir, de réaliser et de gérer plusieurs projets dans le domaine des arts visuels et de la scène. Il lui donna l'opportunité de travailler avec d'innombrables artistes malgaches (Joël Andrianomearisoa, Ariry Andriamoratsiresy, Madame Zo, Pierrot Men, Christiane Ramanantsoa, Rijasolo...), panafricains (Kettly Noël, Omar Viktor Diop, Ballaké Sissoko...), de la zone Océan Indien (Pascal Montrouge, Hans Nayna, Davy Sicard...) et d'Europe (Claude Brumachon, Moïse Touré, Bernardo Montet, Pascal Maitre, The Shopping...). Rina Ralay-Ranaivo est également artiste visuel et a exposé son travail dans des centres d'art et des événements d'art contemporain en Afrique et en Europe. Il a été le commissaire de plusieurs expositions d'arts visuels, toutes réalisées dans son pays, dont la plus importante s'intitule « Ici la limite du royaume est la mer » (2018) : une exposition collective et rétrospective sur les vingt dernières années de l'histoire des expressions artistiques contemporaines malgaches. Auparavant, Rina Ralay-Ranaivo a été journaliste culturel pour le quotidien malgache La Gazette de la Grande Ile (2003 à 2005), après des études en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université d'Antananarivo.

## Après-élection : chienlit ou démocratie ?

À l'aube de ce second tour, permettons-nous d'être réalistes. En janvier, ce magazine avait pour titre : « 2018 - l'année de tous les dangers », et il semble que cet augure n'était pas si irréaliste. Le déroulement du premier tour en donne une forte impression. Il ne s'agit pas ici de s'attaquer, comme il semble être devenu la mode, à la Ceni ni à la HCC ; mais de s'adresser aux différents candidats qui se sont, presque à l'unanimité, engagés à décrédibiliser le processus électoral.

Même en Afrique, continent des élections contestées, il existe probablement peu d'élections où tout le monde se dit insatisfait des résultats - même celui qui arrivé en tête du peloton ! Évidemment la leçon a été dure à digérer ; mais 36 fois « premier tour dia vita », le résultat qui aurait été à la hauteur des égos de nos candidats, n'a pas été possible. Le plus triste néanmoins a été cette pénurie de preuves tangibles qui a suivi les grands discours accusateurs qui parlaient de détournements et de fraudes massives, qui réclamaient l'annulation du vote et qui voyaient déjà les services de Vladimir Poutine à l'œuvre dans une sinistre conspiration mondiale.

*L'autre acceptera-t-il sa défaite ?  
L'acceptera-t-il même si le résultat est de 49% - 51% ?*

Une fois de plus c'était le sang-froid du Président de la Haute cour constitutionnelle, Jean-Eric Rakotoarisoa, qui a empêché le pire. Néanmoins, cette attitude peu mature soulève beaucoup de craintes pour le second tour durant lequel se disputera le prix principal. L'entrée à Iavoloha ne pourra avoir lieu que pour un de ces deux candidats, dont la rivalité tient en haleine le pays depuis plus d'une décennie. L'autre acceptera-t-il sa défaite ? L'acceptera-t-il même si le résultat est de 49% - 51% ? Cette issue n'est pas impossible vu le peu d'écart au premier tour ? Il semble maintenant très difficile de s'imaginer un discours de défaite où l'un félicitera l'autre et l'assurera de sa « soli-



darité critique » pour la conduite des affaires du pays, que les deux candidats pourtant prétendent aimer... Un discours qui aurait lieu à Antananarivo et non pas d'une résidence dans la banlieue parisienne ou de Johannesburg, ou encore d'un chef-lieu des provinces autonomes derrière un pont brûlé.

La crise qui pourrait venir (potentiellement donc, pas nécessairement) n'a pourtant rien d'inévitable. Comparés à d'autres pays qui ont connu des élections hautement contestées ces derniers temps, les enjeux sont beaucoup moindres à Madagascar.

Alors que dans un pays comme le Kenya, l'élection ressemble à une confrontation ethnique pour le contrôle de l'État, tel n'est pas le cas à Madagascar. Les deux candidats appartiennent au même groupe ethno-régional, leurs campagnes ne se jouent pas sur le facteur ethnique. Il ne s'agit pas non plus d'une confrontation idéologique extrême comme nous l'avons pu observer récemment au Brésil. Le Brésil de Bolsanaro n'est clairement pas le Brésil du Parti des Travailleurs. Mais à Madagascar, l'on pourrait caricaturer par *Tikoland* versus *Miami* ? Les deux programmes amènent-ils vraiment dans deux directions fondamentalement opposées et irréconciliables ?

Il est déjà louable que les deux candidats aient fait l'effort de concourir avec des propositions clairement élaborées, alors que, dans le passé, la tradition était que le candidat ne commence à réfléchir sur comment développer le pays qu'une fois déjà bien installé à Iavoloha. Mais finalement qui, quel observateur; mais surtout quel électeur lambda, pourrait décliner en quelques phrases les grandes différences entre IEM et MAP2 ? Les différences entre ces deux programmes très techniques, et qui suivent plus ou moins le consensus libéral imposé par les institutions de Washington, ne semblent pas être très marquées. C'est peut-être la raison pour laquelle on en parle si peu durant la campagne.

Ainsi, cette élection n'est ni une confrontation ethno-régionale, ni une confrontation idéologique, ni une confrontation de classes sociales, mais une simple confrontation entre deux individus qui rivalisent pour le même poste. Et qui, soyons réalistes, se ressemblent plus qu'ils ne se dissemblent. Deux politiciens non-traditionnels, largement self-made-men, opérateurs économiques, chrétiens pratiquants, dépourvus d'idéologies stables qui vendent surtout un rêve : que tout un pays pourrait faire comme eux, émerger de rien et devenir riche. Les enjeux ne se trouvent pas dans leurs caractères respectifs, ni dans leurs programmes. Ils se trouvent avant tout dans leurs entourages car, il faut le dire, cette élection s'ins-

crit dans la logique d'une concurrence entre des groupes différents au sein de la même élite malgache, une concurrence pour le contrôle de l'État qui représente dans l'économie de rente prévalant à Madagascar l'accès à des richesses et des opportunités économiques considérables.

Ce qui semble plutôt surprenant à Madagascar, c'est que cette alternance entre différentes factions des mêmes élites n'est pas contestée en soi. Dans presque tous les pays du monde, particulièrement dans ceux démocratiquement constitués, on assiste ces derniers temps à la montée d'un populisme de droite, de gauche ou encore du centre ; mais ce populisme est clairement anti-élite et remet en question le contrat social, c'est-à-dire le consensus ainsi que les systèmes politiques et économiques établis. Cette montée s'explique par une aliénation profonde qu'une partie croissante des populations ressent vis-à-vis de leurs propres élites. Ces élites dont on reproche les dérives, l'enrichissement, le peu de considération qu'elles auraient pour la vie des « gens normaux ». À Madagascar pourtant rien de tel. Dans ce pays, où les élites pourraient réclamer avec raison le premier prix mondial dans la catégorie : « *comment je ruine mon pays et j'appauvris mon peuple ?* », on assiste à une absence bizarre de populisme. C'est la stabilité, avec les mêmes forces politiques à l'œuvre (et pleinement plébiscité lors du premier tour), depuis presque 20 ans (si on comprend Andry Rajoelina comme le successeur au moins indirect du camp Ratsiraka).

C'est peut-être cette stabilité qui pose problème ? Si maintenant on risque d'entrer de pleins pieds dans la prochaine crise, qui ne serait rien d'autre que l'escalade d'une rivalité personnelle pour le poste de la magistrature suprême, ce serait dû aussi au fait que le peuple se laisse faire. Qu'il tolère finalement que ce pays soit de nouveau ruiné par une crise qui ne servira pourtant à rien. Il s'apprête peut-être à jeter un regard vers la France, qui, dépendance intellectuelle postcoloniale oblige, reste le pays de

référence par excellence des élites et classes moyennes et intellectuelles malgaches. La leçon qu'on peut tirer de ce mouvement novateur des « gilets jaunes » n'est peut-être pas que (et ceci contrairement à ce qu'avance un commentateur connu de la capitale) la « chienlit » s'installe à Paris et que Jupiter sera contraint de se rendre très prochainement à Baden-Baden. Certes, rien ne provoque une peur plus grande parmi les classes aisées que cette chienlit (et cette « chienlit » parisienne ne présage-t-elle pas ce qui pourrait se passer à Antananarivo d'ici quelques semaines, étant donné la tendance gasy du kopi-kolé)?

Mais la leçon n'est pas la chienlit, mais plutôt l'absence de chienlit, ou pour utiliser un terme plus noble qui reflète moins le mépris gaullien pour le peuple ordinaire : l'absence de sens d'indignation, de sens de révolte, de sens justement de ne pas se laisser faire. Parce que c'est cela le plus grand cadeau que la France a laissé aux peuples du monde : qu'on n'accepte pas tout simplement au nom de Dieu ou au nom du « *fihavanana* », mais qu'on mette en question, qu'on s'indigne, et qu'on se révolte si nécessaire. Le peuple de France est un peuple vivant, un peuple qui pense, un peuple qui ne se laisse pas faire – même par un « *bogoso* » jupitérien qui l'étourdirait par des discours euphoriques.

À Madagascar, la réalité est toute autre. Ici où les problèmes et les dérives sont infiniment plus graves qu'en terre de « *reny malala* » le peuple ne fait rien. Il se laisse faire. Les enfants meurent en silence. Et la prochaine crise semble se préparer avec des millions de spectateurs qui y assisteront. Sortir de cet état de spectateur pour passer au stade d'acteur serait pourtant nécessaire. Assurer la protection des élections n'est pas la tâche de la Communauté internationale, mais celle du peuple. Cela veut dire se mobiliser pour exercer une forte pression sur les candidats pour qu'ils ne se laissent pas entraîner vers des dérives, mais acceptent fermement le verdict des urnes. Cela ne serait pas la chienlit. Ce sera la démocratie. **P**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR DE PUBLICATION ADJOINT**

Jean Aimé RAVELOSON

**COMITÉ DE LECTURE**

Dominique RAKOTOMALALA

Hanta ANDRIANASY

Jean Aimé RAVELOSON

Marcus SCHNEIDER

**DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR**

Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

**DIRECTEUR DE CRÉATION**

Toky RAJAONA

**RÉDACTEUR EN CHEF**

Andriamanambe RAOTO

**INFOGRAPHISTE**

Andry RABENANDRASANA

**ATTACHÉ DE PRODUCTION**

Anjasoa RANDRIANASOLO

Miangaly ANDRIANALY

**ÉQUIPE PERMANENTE**

Alain ILONIAINA

Hilda HASINJO

Julie RAHARISOA

Karina ZARAZAFY

Van-Lee BEHAJA

**CONTRIBUTEURS**

Mbolatiana RAVELOARIMISA

Paolo GERBAUDO

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**

Pela RAVALITERA

**PHOTOS**

Ando Baliaka

Andriatsihorana RAOTO

Andry Rabenandrasana

BECOM

Fabio Andriamiarintsoa

Mamy Rael

Page Facebook HVM

Patrice Sour

Raoto Andriamanambe

Wake Up Madagascar

redaction@politikā.mg

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur. Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

# VOIR PLUS LOIN



Nous revendiquons une renégociation aboutissant

à un **réajustement de nos accords commerciaux** afin que

ceux-ci ne constituent pas un frein à notre essor industriel. Ceci est particulièrement important concernant l'APE intérimaire avec l'Union Européenne.

Pour la négociation d'accords commerciaux futurs, nous réclamons l'inclusion systématique des représentants des organisations industrielles du secteur privé dans les équipes de négociateurs.



**ALLIANCE**  
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

# VOIR PLUS LOIN



Nous réclamons que l'Etat s'engage à conduire une **politique d'augmentation du pouvoir d'achat des Malagasy**.

Ainsi nous **recommandons une augmentation du SMIG** au-delà du taux d'inflation et prenant en compte l'augmentation de la productivité et de la croissance économique.



**ALLIANCE**  
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE